Bulletin bimestriel régional sur la veille informative et d'alerte sur les conditions des ménages pastoraux et agropastoraux



SEPTEMBRE - OCTOBRE 2026

Couverture régionale : Bénin · Burkina Faso · Côte d'Ivoire · Ghana · Guinée · Mali · Mauritanie · Niger · Nigeria · Sénégal · Togo · Tchad

RBM
Réseau Billital Maroobé

www.maroobe.com

RÉSUMÉ EXÉCUTIF : BULLETIN RÉGIONAL DE VEILLE PASTORALE (SEPTEMBRE-OCTOBRE 2026)

La période de septembre-octobre 2026 marque la fin progressive de l'hivernage et met en évidence une situation pastorale contrastée à l'échelle régionale. Malgré une amélioration temporaire des pâturages et du remplissage des points d'eau dans plusieurs zones, les résultats de la campagne agropastorale 2026-2027 restent globalement peu satisfaisants dans une grande partie du Sahel central. La mauvaise répartition des pluies, les séquences sèches prolongées et le tarissement précoce de nombreuses mares ont limité la reconstitution des ressources pastorales, particulièrement au Niger, au Mali, au Burkina Faso et au Tchad.

Cette situation a favorisé des mouvements précoces de transhumance et une concentration croissante des troupeaux dans les zones de repli et de transit. Les régions de Tahoua, Maradi, Zinder et Tillabéri au Niger, ainsi que plusieurs provinces du Tchad, enregistrent déjà une forte pression sur les pâturages et les ressources en eau.

L'état corporel du cheptel demeure globalement bon à passable, mais des signes de fragilité persistent dans les zones déficitaires. Plusieurs maladies animales sont signalées dans la région, notamment la pasteurellose, la clavelée, la fièvre aphteuse (Safa), la PPR, la PPCB, la dermatose nodulaire et le piétin, avec des cas de mortalité observés dans plusieurs pays.

Les alertes régionales mettent également en évidence une forte montée des risques sécuritaires et communautaires. Les conflits agro-pastoraux représentent le principal phénomène observé durant la période, particulièrement au Tchad, au Nigeria, au Bénin, au Niger et en Côte d'Ivoire. Les vols de bétail, les attaques contre les éleveurs, les taxations illégales et les restrictions de mobilité continuent d'affecter les moyens d'existence pastoraux.

Sur le plan économique, les marchés à bétail demeurent dynamiques et la valorisation du cheptel reste globalement favorable. Les termes de l'échange bouc/mil sont favorables au Mali, au Burkina Faso, au Niger, en Guinée et en Côte d'Ivoire, traduisant une bonne capacité d'accès aux céréales. En revanche, ils demeurent moins favorables au Bénin, au Togo et au Ghana, où les prix élevés des céréales continuent de réduire le pouvoir d'achat pastoral.

Dans l'ensemble, la région conserve une certaine capacité de résilience grâce à la valeur économique du cheptel et au maintien de marchés relativement actifs. Toutefois, la dégradation progressive des ressources pastorales, les conflits récurrents, les maladies animales et l'intensification des mouvements de transhumance laissent présager une saison sèche sous forte pression, particulièrement dans les espaces sahéliens et transfrontaliers.

Cette situation appelle à :

- Renforcer le suivi des ressources hydriques et fourragères dans les zones déficitaires ;
- Intensifier la surveillance sanitaire et les campagnes de vaccination ;
- Sécuriser les couloirs de transhumance, les marchés à bétail et les points d'eau ;
- Renforcer les mécanismes locaux de médiation et d'alerte précoce ;
- Prépositionner les intrants zootechniques et les appuis d'urgence dans les zones vulnérables.

En conclusion, septembre-octobre 2026 confirme une campagne agropastorale 2026-2027 globalement moyenne à faible dans une grande partie du Sahel central. La résilience des ménages pastoraux reste fortement dépendante de l'évolution des ressources naturelles, de la sécurité des espaces de mobilité et de la capacité des acteurs à prévenir les conflits et les crises sanitaires au cours de la saison sèche à venir.



Dispositif intégré de veille et d'alerte agropastorale en Afrique de l'Ouest

Le système de veille pastorale, mis en place par le Réseau Billital Maroobé (RBM) et Action Contre la Faim (ACF), avec l'appui de partenaires techniques et financiers (voir logos en dernière page), s'appuie sur l'optimisation et l'articulation des dispositifs existants de suivi et d'alerte.

Il intègre notamment plusieurs composantes complémentaires, dont la veille informative, la prévention des conflits, ainsi que le suivi, le comptage et la cartographie des mouvements de transhumance mis en œuvre par les organisations pastorales et agropastorales, grâce à un réseau structuré d'informateurs clés déployés dans plusieurs pays.

Ces différents systèmes d'information permettent de produire périodiquement :
(i) des alertes précoces en cas de catastrophes, de conflits ou de menaces ;
(ii) des informations actualisées sur la situation des ménages pastoraux, la disponibilité des ressources naturelles (eau et pâturages), le fonctionnement des marchés et les appuis reçus par le secteur ;
(iii) une cartographie des éleveurs et des troupeaux en situation de blocage dans les pays du Sud de l'Afrique de l'Ouest, en raison des conditions réglementaires encadrant la mobilité transfrontalière ;
(iv) l'identification des points de regroupement des troupeaux confrontés à des contraintes de mobilité ;
et (v) la cartographie des flux de transhumance le long du couloir central, afin de mieux comprendre la dynamique et les caractéristiques des déplacements internes et transfrontaliers.

PRÉSENTATION DU DISPOSITIF RBM

Il repose sur un maillage territorial structuré et coordonné, animé par les organisations membres du RBM et leurs partenaires techniques locaux : le Mali (TASSAGHT), le Niger (AREN), le Burkina Faso (CRUS, RECOPA), le Sénégal (antenne RBM Sénégal), la Mauritanie (GNAP), le Togo (PAEP-Togo), le Bénin (ANOPER), le Nigeria (BILMPAN), la Côte d'Ivoire (OPEN-CI), le Ghana (GNACAF), la Guinée (FREFBVK et FRFBV-N'Z) et le Tchad (COPAFIB), à travers son dispositif national de relais partenaires. Les informations sont recueillies par les relais communautaires et les organisations partenaires, puis consolidées au niveau régional et, lorsque cela est possible, croisées avec celles des services techniques nationaux. Les événements sanitaires rapportés restent considérés comme des suspicions tant qu'ils ne sont pas confirmés par les services vétérinaires compétents.

FAITS SAILLANTS SEPTEMBRE-OCTOBRE 2026

Disponibilité des ressources en eau et pâturages

La fin de la saison des pluies révèle une situation pastorale globalement contrastée. Si les pâturages demeurent encore disponibles dans une grande partie des pays côtiers et de certaines zones du sud du Mali et du Burkina Faso, plusieurs zones sahéliennes enregistrent déjà des déficits hydriques et fourragers préoccupants. Des mouvements précoces de troupeaux sont signalés au Niger (Tahoua, Maradi, Zinder), au Tchad (Ouaddaï, Wadi-Fira, Sila, Salamat) et dans certaines zones du Mali. Ces tendances confirment que la campagne agropastorale 2026-2027 s'annonce globalement moins favorable que prévu, avec une répartition irrégulière des pluies et des ressources insuffisantes dans plusieurs bassins pastoraux.

État corporel du cheptel et santé animale

L'état corporel du cheptel demeure globalement bon à passable dans la majorité des zones suivies grâce aux ressources encore disponibles. Toutefois, des signes de fragilité apparaissent dans plusieurs zones de concentration animale, notamment à Maradi, Zinder, Tahoua et dans certaines provinces du Tchad. Des suspicions récurrentes de pasteurellose, clavelée, fièvre aphteuse (Safa), dermatose nodulaire, PPR, PPCB et piétin sont signalées au Niger, au Mali, au Burkina Faso, au Bénin et au Togo, avec des cas de mortalités animales dans plusieurs localités.

Mobilité et flux de transhumance

Les mouvements pastoraux connaissent une accélération progressive avec l'approche de la saison sèche. De nombreux éleveurs quittent précocement les zones déficitaires du Niger, du Tchad et du Liptako Gourma pour rejoindre des zones de repli plus favorables. Plusieurs couloirs de transhumance enregistrent déjà une forte concentration animale, notamment dans les espaces frontaliers du Bénin,

du Togo, du Ghana, de la Côte d'Ivoire et du Nord-Nigeria, laissant présager une pression accrue sur les ressources au cours des prochains mois.

Vols de bétail et sécurité économique

Les vols de bétail et les attaques contre les éleveurs demeurent une préoccupation majeure. Les incidents les plus fréquents sont signalés au Niger (Tillabéri, Dosso, Tahoua et Maradi), au Nigeria, au Tchad, au Bénin et en Guinée. Plusieurs centaines de bovins et de petits ruminants ont été dérobés au cours de la période, entraînant une décapitalisation progressive de certains ménages pastoraux et accentuant leur vulnérabilité économique.

Aléas climatiques et pertes pastorales

La période a été marquée par la coexistence de plusieurs phénomènes climatiques. Les sécheresses et déficits fourragers dominent dans de nombreuses zones du Sahel central, tandis que des inondations localisées ont été observées au Bénin, en Côte d'Ivoire, au Togo, en Guinée et au Tchad. Des cas de mortalités animales, des feux de brousse localisés et quelques événements extrêmes ont également été signalés.

Tensions agropastorales

Les conflits entre agriculteurs et éleveurs demeurent l'un des principaux facteurs de risque. Les situations les plus préoccupantes ont été observées au Tchad (Kerfi, Mouray, Fadjé-Gnamanda et Isné), au Nigeria (Katsina, Plateau), au Bénin (Tapoga), ainsi qu'au Niger (Kao). Plusieurs affrontements ont eu de lourdes conséquences humaines et matérielles, notamment des destructions de biens et des déplacements de populations. Les conflits représentent près de la moitié des alertes enregistrées, devant les sécheresses, les mortalités animales et les inondations.

Marchés et pouvoir d'achat

Les marchés agropastoraux restent globalement dynamiques malgré des disparités entre pays :

- Mali, Burkina Faso, Niger, Guinée et Côte d'Ivoire : TdE favorables et supérieurs à la moyenne quinquennale.
- Ghana, Bénin et Togo : TdE inférieurs à la moyenne quinquennale, traduisant une dégradation relative du pouvoir d'achat pastoral.
- La valorisation du cheptel demeure élevée dans la plupart des pays, mais la hausse des prix des céréales et des intrants réduit les gains réels des ménages pastoraux.

> **Synthèse régionale :**
> **Les analyses spatiales et les observations de terrain montrent une amélioration saisonnière contrastée. Les ressources se reconstituent dans plusieurs zones, mais le tarissement précoce de certaines mares et les déficits du nord du Niger, la zone Sahélienne du Burkina Faso, du Nord du Mali et de plusieurs provinces du Tchad maintiennent une forte pression autour des points d'eau. Les suspicions sanitaires, les vols et les tensions agropastorales justifient un suivi différencié des territoires.**



VEILLE PASTORALE - ALERTES RÉGIONALES

État des lieux

État général des alertes

Durant la période septembre-octobre 2026, les alertes recueillies traduisent une dégradation progressive du contexte pastoral dans plusieurs pays du Sahel et des zones côtières. Les signalements concernent principalement les conflits agro-pastoraux, les vols de bétail, les mouvements précoces et massifs de transhumance, les maladies animales, les déficits hydriques et fourragers, les inondations, ainsi que les taxations et restrictions affectant la mobilité pastorale. Les zones frontalières et les principaux corridors de transhumance demeurent les espaces les plus exposés, où se concentrent les tensions liées à l'accès aux ressources naturelles, à l'insécurité et à la pression croissante sur les pâturages.

Principales zones sous pression

Mali

Les alertes se concentrent dans les régions de Sikasso, Bougouni, Koutiala, Gao et Kayes. Les incidents rapportés concernent des conflits agro-pastoraux, des saisies des troupeaux et paiements de taxes aux frontières, des vols de bétail, des maladies animales notamment la fièvre aphteuse bovine, des feux de brousse et des sécheresses localisées. Les tensions communautaires entre agriculteurs et éleveurs se sont accentuées, nécessitant l'intervention des autorités locales et coutumières. Plus de 110 alertes ont été enregistrées, accentuant la fragilité des ménages pastoraux.

Niger

Les régions de Maradi (Dakare, Boundou Baleou, Boundou Sarkin Baki, Aminata, Issou, Eggo et Tacha), Tillabéri (Hamdalaye, Torodi, Téra, Say, Bankilaré) et Dosso (Koygolo, Yelou, Soucoucoutane, Falmey, Gaya, Karakara, Dioundiou), Tahoua (Tchintabaraden) concentrent une forte proportion des alertes : vols massifs de bétail, affrontements, agressions, poches de sécheresse et de déficit fourrager, maladie animale (notamment la peste des petits ruminants). À Maradi (Dakoro, Guidan Roumdji, Madarounfa), l'insécurité et les conflits agro-pastoraux se multiplient. Plus de 150 alertes ont été recensées, traduisant une recrudescence des violences et des pertes animales.

Burkina Faso

Durant septembre-octobre 2026, les zones de Fada (Goulmou), Dori et Seytenga (Liptako), ainsi que Kaya (Kuilsé) et Cinkanssé-Burkina demeurent au cœur des tensions. Les alertes signalent une pression persistante sur les ressources pastorales, accentuée par la concentration des troupeaux, les poches de sécheresse, les départs vers les zones de repli, la diminution ou rareté des ressources pastorales et les contraintes sécuritaires. Les incidents rapportés concernent des vols de bétail, des conflits de couloirs et des dégâts de cultures et aléas climatiques, traduisant une fragilité des espaces pastoraux. Plus de 100 alertes ont été enregistrées par les sentinelles dans ces zones.

Guinée

Les régions de N'Zérékoré et Kankan ont enregistré des attaques de parcs à bétail, des destructions de champs, des maladies et épizooties : mortalité de bovins à Komodou (Kérouané), infestation de troupeaux par des parasites (puces) à Boola (Beyla) ainsi que des mortalités animales attribuées à des maladies non encore identifiées. Une concentration inhabituelle des troupeaux est signalée aux frontières. Sont également remontés du terrain une restriction du commerce du bétail, de fortes pluies, des taxations et prélèvements informels, une pénurie de bétail et, par conséquent, la hausse du prix de la viande sur les marchés locaux, dans les zones frontalières. Des contrôles renforcés aux postes frontaliers impactent la mobilité pastorale. Des inondations et des vols de bétail ont également marqué la période (à Lola et Guéasso, plusieurs attaques violentes ont entraîné des pertes animales et des tensions communautaires). Plus de 50 alertes ont été recensées à N'Zérékoré et 20 à Kankan.

Tchad

Les alertes recueillies au Tchad révèlent une détérioration préoccupante de la situation pastorale. Les provinces du Ouaddaï, Wadi-Fira, Sila, Salamat, Mandoul, Guéra, Mayo-Kebbi Ouest, Batha, Logone Oriental et Hadjer-Lamis concentrent la majorité des signalements. Les déficits pluviométriques et fourragers ont provoqué des mouvements précoces de transhumance vers Abéché, Abougoudam, le Sila et le Salamat, ainsi qu'une forte concentration de troupeaux autour des points d'eau.

La situation sanitaire demeure préoccupante avec des signalements de PPR, PPCB, charbon bactéridien, affections dermatologiques et d'importantes mortalités animales dans plusieurs cantons du Mandoul. À ces facteurs s'ajoutent des épisodes de mortalité massive de petits ruminants à Guebaré.
Le pays a surtout été marqué par une succession de conflits violents entre agriculteurs et éleveurs, notamment dans les provinces du Sila, Salamat, Guéra et Mayo-Kebbi Ouest. Les affrontements de Kerfi, Mouray et Fadjé-Gnamanda ont eu de lourdes conséquences humaines et matérielles, faisant du Tchad le principal foyer de violence agropastorale de la période septembre-octobre 2026agropastoral.
Des tensions communautaires graves ont également été observées à Isné, où les violences ont durement affecté les populations. Par ailleurs, les difficultés d'accès au fourrage ont conduit certains éleveurs à pratiquer des ventes préventives de bétail, tandis que des restrictions sur le transport du fourrage et des mesures administratives exceptionnelles ont été mises en place dans certaines provinces à la suite des violences. L'ensemble de ces facteurs place plusieurs zones tchadiennes à un niveau d'alerte très élevé.

Bénin
Les départements de l'Atakora (Natitingou, Kérou, Cobly, Boukoumbé) et de la Donga (Bassila) concentrent l'essentiel des alertes. Les incidents concernent des restrictions de la mobilité, des vols de bétail, des conflits liés aux dégâts champêtres, une forte concentration animale, des maladies (PPCB, PPR, pasteurellose) ainsi que des inondations. Les violences communautaires survenues à Tapoga constituent l'un des évènements majeurs de la période ; elles ont durement affecté les populations et entraîné des destructions d'habitations. Les actions de sensibilisation menées par les organisations pastorales ont toutefois permis d'apaiser plusieurs tensions locales.

Côte d'Ivoire
La Côte d'Ivoire présente une situation marquée par la combinaison de fortes concentrations animales, de maladies du bétail, de dégâts champêtres, d'inondations localisées et de tensions agropastorales récurrentes, particulièrement dans les régions frontalières du Bounkani, du Tchologo, du Folon, du Poro et de la Bagoué, qui demeurent les principaux foyers de vulnérabilité pastorale durant la période septembre-octobre 2026.

Ghana
Les alertes proviennent surtout du Nord-Est (Wale-Wale), où la rareté de l'eau et la concentration des troupeaux accentuent les frictions entre agriculteurs et éleveurs. Des extorsions d'animaux ont été signalées, rapidement résolues grâce aux réseaux communautaires. Environ 50 alertes recensées.

Togo
Les alertes se concentrent principalement dans les préfectures de la Kéran et du Doufelgou. La période est marquée par une forte concentration de troupeaux dans certaines zones pastorales favorables, l'apparition de cas de peste des petits ruminants (PPR) entraînant des mortalités animales, ainsi que des conflits ponctuels liés aux dégâts champêtres. Toutefois, les dispositifs locaux de concertation, la réhabilitation des couloirs de passage et les actions de sensibilisation menées entre agriculteurs et éleveurs ont permis de limiter l'escalade de plusieurs tensions.

Mauritanie-Sénégal-Nigeria
Durant la période septembre-octobre 2026, les trois pays présentent des dynamiques contrastées, mais marquées par une pression croissante sur les systèmes pastoraux.
En Mauritanie, les éleveurs demeurent confrontés à des contraintes de mobilité, à l'insécurité pastorale et à des difficultés d'accès aux ressources, accentuant la vulnérabilité des ménages pastoraux.
Au Nigeria, les alertes se concentrent principalement dans les États de Katsina, Plateau et autour d'Abuja (Gwagwalada). Elles concernent des affrontements entre agriculteurs et éleveurs, des attaques contre les troupeaux, des homicides d'éleveurs, des accusations de vol de bétail ainsi que des déplacements forcés liés à l'insécurité. Dans plusieurs localités frontalières avec le Niger, la dégradation du climat sécuritaire continue d'affecter la mobilité pastorale et les moyens d'existence des éleveurs.
Au Sénégal, les alertes concernent essentiellement les pressions sur les ressources pastorales, les inondations localisées et les tensions liées à la mobilité du bétail dans certaines zones de transit, sans atteindre toutefois le niveau de violence observé dans les bassins pastoraux du Nigeria.
Ces trois pays enregistrent des alertes dominées par les conflits d'accès aux ressources, l'insécurité pastorale, les mouvements de transhumance et les aléas climatiques, confirmant la vulnérabilité persistante des espaces pastoraux périphériques du Sahel.



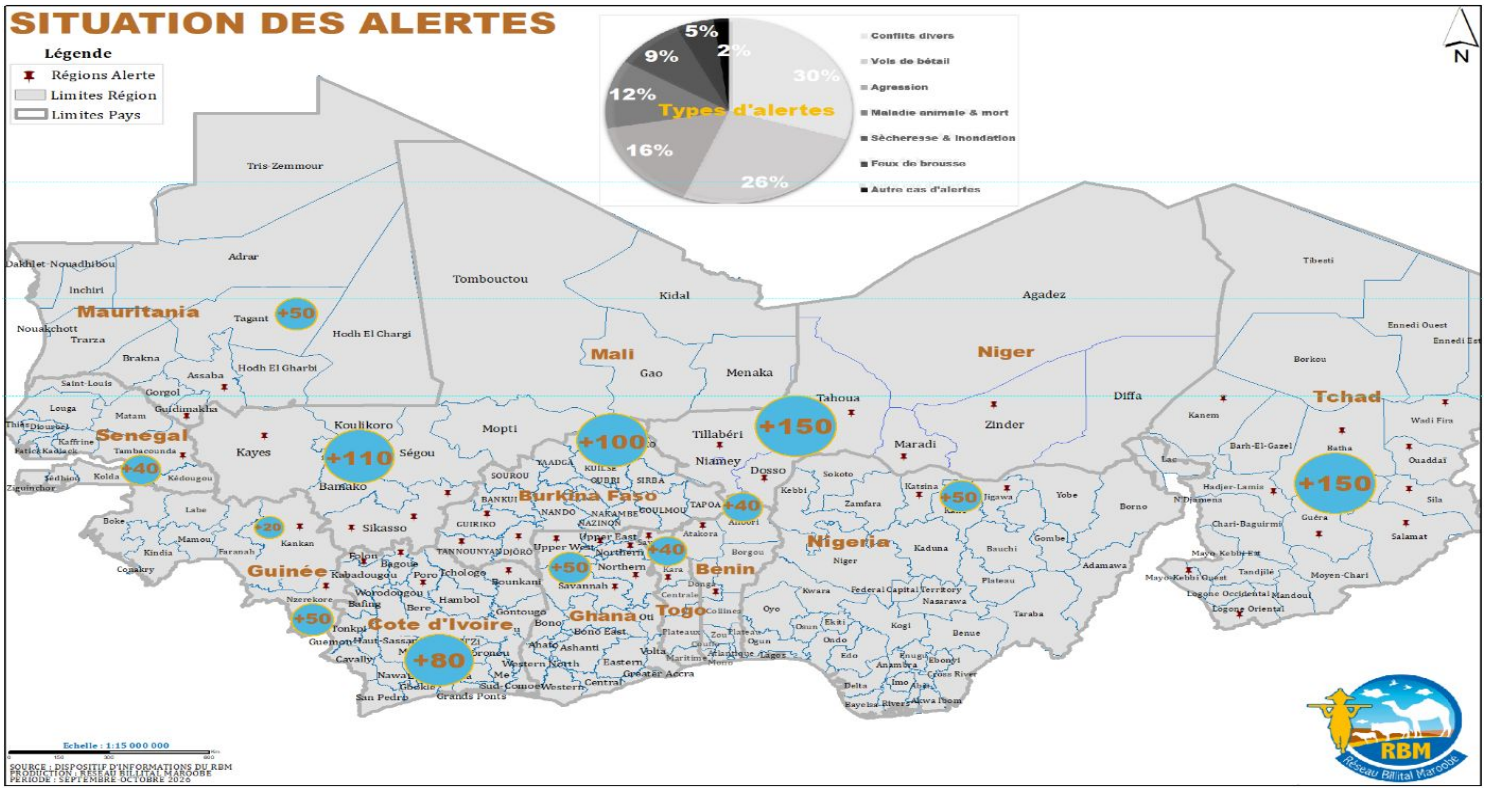
Résumé des alertes :

La période septembre-octobre 2026 est marquée par une forte pression sur les systèmes pastoraux de la région. Le Niger, le Tchad et le Mali concentrent la majorité des alertes liées aux déficits hydriques et fourragers, aux mouvements précoces de transhumance, aux vols de bétail et aux conflits agro-pastoraux. Le Tchad enregistre le plus grand nombre d'alertes liées aux conflits entre agriculteurs et éleveurs, avec plusieurs affrontements violents dans les provinces du Sila, du Salamat, du Guéra et du Hadjer-Lamis.

Dans les pays côtiers, notamment le Bénin, le Togo, la Côte d'Ivoire et la Guinée, les alertes concernent principalement les dégâts champêtres, les conflits d'usage des ressources, les maladies animales, les inondations, les restrictions de mobilité du bétail et les tensions communautaires dans les zones frontalières.

Au Nigeria, les États de Katsina, du Plateau et le territoire d'Abuja enregistrent des affrontements récurrents entre agriculteurs et éleveurs, des attaques contre les troupeaux, des homicides d'éleveurs et des déplacements forcés liés à l'insécurité.

Dans l'ensemble, les corridors de transhumance, les espaces transfrontaliers et les zones de forte concentration animale demeurent les principaux foyers de vulnérabilité, où se combinent pression sur les ressources naturelles, insécurité, épizooties et conflits d'acteurs.



Carte n°1 : *La situation des alertes.*

Causes probables

Les alertes observées traduisent une combinaison de facteurs structurels et conjoncturels qui fragilisent les systèmes pastoraux :

- Déficits hydriques et fourragers localisés, particulièrement au Niger, au Tchad et dans certaines zones du Mali, entraînant des mouvements précoces de transhumance et une forte concentration animale autour des points d'eau et pâturages disponibles.
- Pression accrue sur les ressources naturelles, liée à la concentration des troupeaux, à la fermeture ou l'occupation de certains couloirs de transhumance, ainsi qu'à la dégradation localisée des pâturages.
- Maladies animales et risques sanitaires, avec des signalements récurrents de PPCB, PPR, pasteurellose, charbon bactéridien et autres affections provoquant des mortalités de bétail dans plusieurs pays.
- Facteurs sécuritaires et socioéconomiques, marqués par les vols de bétail, les attaques contre les éleveurs, les taxations illégales, les conflits agro-pastoraux et les restrictions de mobilité affectant les échanges commerciaux et la transhumance.
- Aléas climatiques, notamment les inondations, les vents violents, les sécheresses localisées et quelques feux de brousse, qui perturbent les activités agropastorales et réduisent la disponibilité des ressources.

Malgré les effets globalement positifs de la saison des pluies dans plusieurs zones, les déficits persistants en eau et en pâturages, les tensions autour de l'accès aux ressources et l'insécurité pastorale maintiennent un niveau de risque élevé dans plusieurs espaces transfrontaliers du Sahel et des pays côtiers.

Analyse et conclusion

Globalement, les alertes mettent en évidence une fragilisation progressive des mécanismes locaux de régulation pastorale. Les espaces transfrontaliers, les couloirs de transhumance et les zones de forte concentration animale demeurent les plus exposés aux risques de conflits, d'insécurité, de maladies animales et de dégradation des ressources naturelles, justifiant un renforcement des dispositifs de prévention, de médiation et d'alerte précoce.





DISPONIBILITÉ EN PÂTURAGES ET ALIMENTS DU BÉTAIL (SPAI)

État des lieux et évolution récente des pâturages :

La carte montre une disponibilité (79%) des pâturages très suffisante dans 11%, suffisante dans 32% des localités suivies et moyenne dans 36%. Cette situation traduit une continuité de disponibilité des pâturages liée aux pluies de septembre et aux dernières pluies d'octobre pour les pays du Sahel, mais masque des écarts importants entre zones bien arrosées et territoires déficitaires.

Les conditions sont favorables dans le Centre-Ouest du Niger, le Sud du Mali et le grand-Ouest du Burkina Faso qui est comme une zone de repli en cette période qui correspond à la fin des pluies. Aussi des régions telles que le nord du Ghana, le nord de la Côte d'Ivoire et plusieurs localités du Bénin et du Togo ont observé des conditions favorables. Des déficits persistent cependant dans le Liptako-Gourma, certaines zones de Tahoua et surtout Zinder, le Nord du Mali ainsi que dans le Kanem, le Wadi-Fira, le

Ouaddaï et le Mandoul au Tchad. Dans ces espaces, la concentration autour des points d'eau accroît la pression sur les ressources. Les dernières pluies atténuent le stress pastoral dans une partie de la région, tandis que le tarissement précoce de certaines mares et la mauvaise répartition pluviométrique maintiennent des poches de vulnérabilité.

État des lieux et évolution récente du SPAI :

La disponibilité du SPAI reste moyenne à suffisante dans la majorité des zones suivies, car seulement 11% des communes ont exprimé une pénurie en cette période. Elle demeure toutefois limitée à Segala, Misseni, Zegoua et Gao (Mali), Dakoro Soucoucoutane, Gangara, Dogo, Gouré (Niger), Touba, Ondéfidouo, Téhini (*Côte* d'Ivoire), Upper East (Ghana), Dori, Oula, Kourouma (Burkina Faso). Au Tchad, des ménages proches d'Abéché sont déjà contraints d'acheter des aliments pour compenser l'insuffisance des pâturages. Dans ces zones situées sur des axes de mobilité pour la plupart, la demande en compléments alimentaires augmente. La rareté ou le coût élevé du SPAI fragilise les ménages et peut provoquer des ventes précoces d'animaux pour couvrir les dépenses d'alimentation et d'abreuvement.

La période marque donc une amélioration progressive mais encore inégale. Les déficits hydriques localisés, la pression animale et les séquences sèches observées à Zinder, Dori, Djibo, Cinkanssé, Oula et dans plusieurs provinces du Tchad justifient un suivi rapproché. Le dispositif de veille recommande de suivre les zones déficitaires et de mobiliser rapidement les stocks d'aliments du bétail et les appuis vétérinaires lorsque les indicateurs se dégradent.

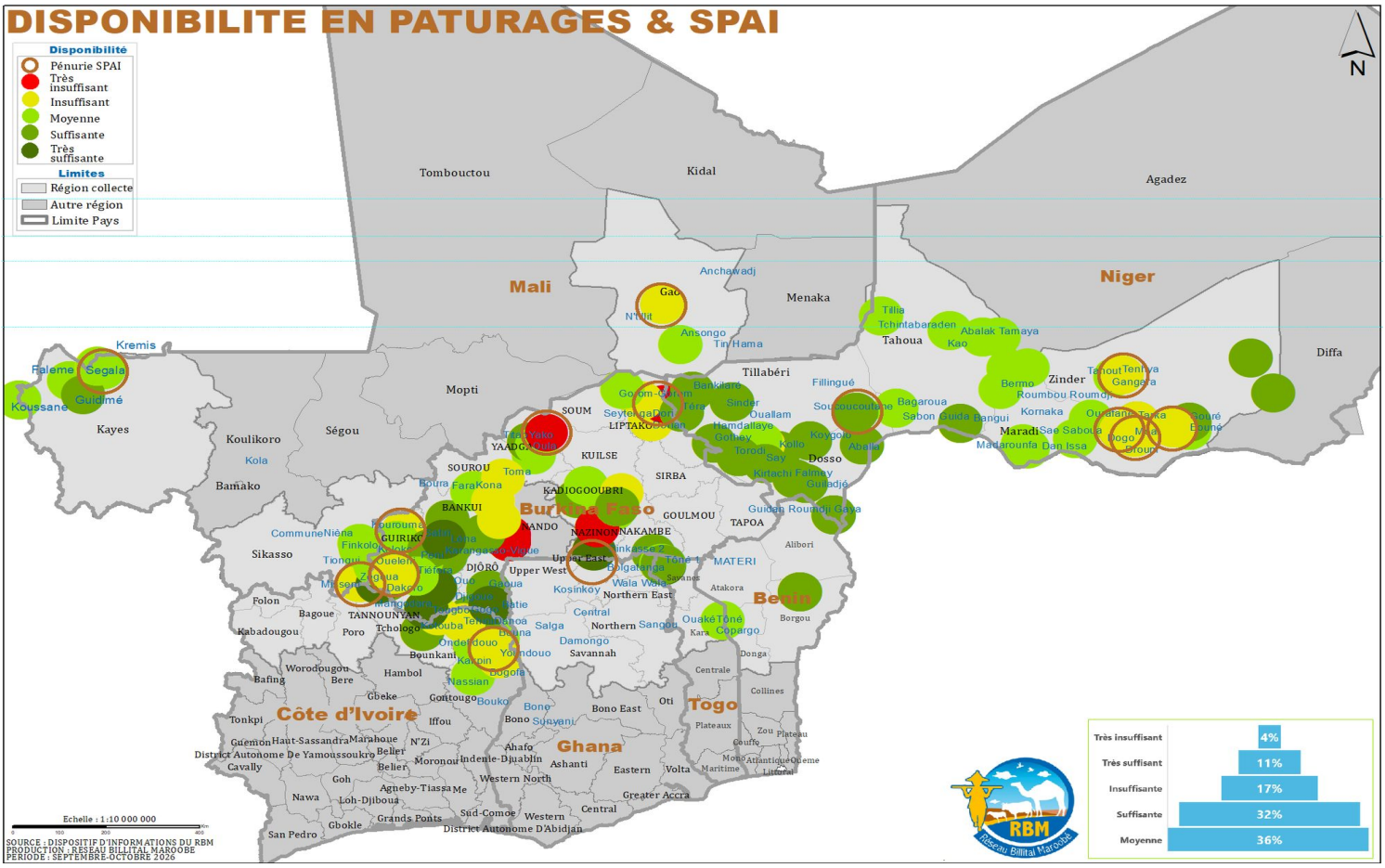
Causes probables :

La situation observée s'explique principalement par :

- Une répartition inégale des pluies et des séquences sèches localisées, entraînant des déficits en pâturages et en eau dans certaines zones sahéliennes.
- Une forte concentration des troupeaux autour des zones mieux pourvues en ressources, accentuant la pression sur les pâturages et les points d'eau.
- Le tarissement précoce de certaines mares et la dégradation localisée de la biomasse, notamment dans plusieurs régions du Niger, du Mali et du Tchad.
- La mobilité précoce des troupeaux à la recherche de pâturages et d'eau, favorisant la concentration animale et les risques de conflits.
- La rareté ou le coût élevé du SPAI dans certaines localités, qui fragilise davantage les ménages pastoraux.
- Des inondations localisées dans plusieurs pays côtiers qui perturbent l'accès aux pâturages et aux marchés.

Malgré les dernières pluies favorables dans plusieurs zones, les déficits hydriques localisés, la pression animale et la forte mobilité pastorale maintiennent des risques élevés dans plusieurs espaces du Sahel central et des zones côtières.





***Carte n°2** : Disponibilité en pâturages et SPAI.*

Habitude alimentaire de la période

Dans les zones sahéliennes, l'alimentation repose principalement sur les pâturages naturels encore disponible par endroit et le foin. Lorsque les pluies sont insuffisantes ou que les mares tarissent précocement, les éleveurs recourent davantage aux céréales, tourteaux, SPAI et compléments minéraux afin de préserver l'état corporel des animaux.

Dans les zones côtières et du Golfe de Guinée, les troupeaux bénéficient de pâturages plus verts et diversifiés grâce aux pluies plus régulières. Les éleveurs complètent néanmoins avec des céréales locales (riz, maïs, mil, sorgho) et des apports minéraux pour soutenir la productivité.

Évolution de la disponibilité en pâturages

Après une amélioration progressive des conditions pastorales durant les mois de mai-juin et juillet-août 2026, liée à l'installation des pluies et à la régénération de la végétation, la fin de la saison des pluies dans le Sahel central amorce une nouvelle phase de transition. La disponibilité fourragère demeure globalement favorable dans plusieurs zones de réception, mais les conditions restent hétérogènes selon les localités, avec des poches de déficit et une pression accrue sur certaines ressources.

- Dans les zones de repli et de réception, notamment dans les parties méridionales du Mali et du Burkina Faso, le nord du Ghana, le nord de la Côte d'Ivoire et certaines zones du Bénin, la disponibilité en pâturages reste relativement satisfaisante, bien qu'elle puisse commencer à diminuer avec le ralentissement des pluies et l'assèchement progressif de la végétation.
- Dans le Sahel central, notamment à Gao, Ménaka, dans les régions de Zinder et de Tahoua ainsi que dans le Nord du Burkina Faso, la fin de la saison des pluies s'accompagne d'une transition progressive vers les zones de repli. Les départs et les mouvements internes de troupeaux s'intensifient localement, à la recherche de pâturages et de points d'eau encore accessibles.

- Dans les zones de transit, notamment à Koulikoro, Dosso, Nando, Maradi, Bolgatanga, Bounkani, Tchologo, Atakora et Oti, les troupeaux effectuent des séjours intermédiaires avant de rejoindre leurs zones de repli. Ces espaces, parfois moins bien pourvus en ressources fourragères et hydriques, subissent une pression supplémentaire, susceptible d'accentuer la compétition entre usagers et les risques de conflits agro-pastoraux.
- Dans les zones de forte concentration animale, la persistance de déficits localisés, l'assèchement progressif des points d'eau et les feux de brousse peuvent accélérer la dégradation des pâturages et réduire les possibilités de séjour des troupeaux.

En résumé, la période considérée se caractérise par une transition entre l'amélioration des ressources pastorales liée aux pluies et la préparation de la saison sèche. Les mouvements de troupeaux vers les zones de repli, ponctués de séjours dans des zones de transit parfois moins pourvues en ressources, constituent un enjeu majeur pour la mobilité pastorale. Cette dynamique appelle un renforcement du suivi de la disponibilité fourragère et hydrique, de la veille pastorale et de la prévention des conflits, afin d'anticiper les tensions liées à la concentration des animaux et à la concurrence pour l'accès aux ressources naturelles.

Analyse régionale et conclusion

À la fin de la saison des pluies en 2026, les conditions pastorales restent contrastées dans le Sahel central et les pays côtiers. Malgré la régénération des pâturages dans plusieurs zones, l'assèchement progressif des points d'eau et les déficits localisés favorisent les départs et les mouvements internes des troupeaux vers les zones de repli.

- Au Niger et au Mali, les zones sahéliennes restent sous pression, avec des mouvements de troupeaux vers les ressources encore accessibles et des séjours intermédiaires dans des zones de transit parfois moins pourvues.
- Au Burkina Faso, la disponibilité fourragère s'améliore localement, mais des difficultés persistent concernant l'accès à l'eau et aux aliments pour bétail.
- En Côte d'Ivoire et au Ghana, les ressources pastorales restent relativement favorables dans certaines zones, malgré une pression accrue liée à l'arrivée des troupeaux transfrontaliers.
- Au Togo et au Bénin, la situation demeure variable selon les localités, entre disponibilité des pâturages, concentration animale et risques de tensions autour des ressources.

En conclusion, cette période marque une transition vers la saison sèche, caractérisée par une mobilité pastorale croissante et une pression accrue sur les zones de transit et de repli. Le suivi des ressources en eau et en pâturages, ainsi que la prévention des conflits entre usagers, demeurent essentiels pour anticiper les difficultés à venir.



MOBILITÉ ET CONCENTRATION ANIMALE

Concentration animale et principaux corridors

En septembre-octobre 2026, la mobilité pastorale évolue avec la fin de la saison des pluies dans le Sahel central. Les troupeaux commencent à rejoindre leurs zones de repli, tandis que d'autres effectuent des déplacements internes à la recherche de pâturages et de points d'eau. La carte plus bas montre des concentrations importantes le long des principaux corridors, notamment entre le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Ghana, le Togo, le Bénin et le nord de la Côte d'Ivoire.

- Au Mali et au Niger, les mouvements se poursuivent depuis les zones sahéliennes vers des espaces disposant encore de ressources. Les troupeaux passent parfois plusieurs jours ou semaines dans des zones de transit avant de rejoindre leurs zones de repli.
- Entre le Niger et le Nigeria, les corridors de Maradi, Zinder, Katsina et Jigawa restent importants pour les déplacements du bétail.
- Dans la zone SKBo, entre le sud du Mali, le nord de la Côte d'Ivoire et l'ouest du Burkina Faso, les mouvements restent soutenus. Les troupeaux recherchent des pâturages accessibles et des points d'eau, tout en évitant les zones de cultures.
- Au Ghana, au Togo, en Guinée et au Bénin, les zones frontalières accueillent des troupeaux en déplacement sans toutefois traverser pour le cas de la Guinée. Les concentrations peuvent augmenter autour des ressources encore disponibles.
- Dans les zones de transit, la présence prolongée des animaux peut accentuer la pression sur les pâturages et l'eau, ainsi que les risques de conflits avec les agriculteurs.

Tendances générales

La période est marquée par le départ progressif des troupeaux de certaines zones de séjour vers les zones de repli. Les déplacements ne sont pas toujours directs : plusieurs troupeaux passent par des zones de transit où les ressources sont parfois limitées. La concentration animale varie donc selon la disponibilité de l'eau, des pâturages, la sécurité et l'accès aux couloirs.

Mouvement du bétail

En septembre-octobre 2026, les troupeaux adaptent leurs déplacements à la baisse progressive des ressources dans certaines zones du Sahel. La mobilité pastorale (transhumance) étant culturelle et saisonnière, des mouvements internes s'effectuent vers les zones de repli, tandis que les corridors transfrontaliers restent fréquentés, notamment entre le Mali, le Burkina Faso, le Niger et les pays côtiers. Les séjours dans les zones de transit peuvent devenir difficiles lorsque les pâturages et les points d'eau sont insuffisants. La concentration des animaux autour des ressources disponibles augmente alors les risques de compétition et de conflits agro-pastoraux. Nous assisterons à une probable descente vers les pays du Golfe de Guinée à la prochaine période (novembre-décembre 2026).

En résumé, septembre-octobre correspond à une phase de transition vers la saison sèche. Les mouvements vers les zones de repli et les déplacements de proximité se poursuivent, avec une pression croissante sur certaines zones de transit. Le suivi des flux de bétail et la prévention des conflits restent essentiels pour faciliter la mobilité pastorale.

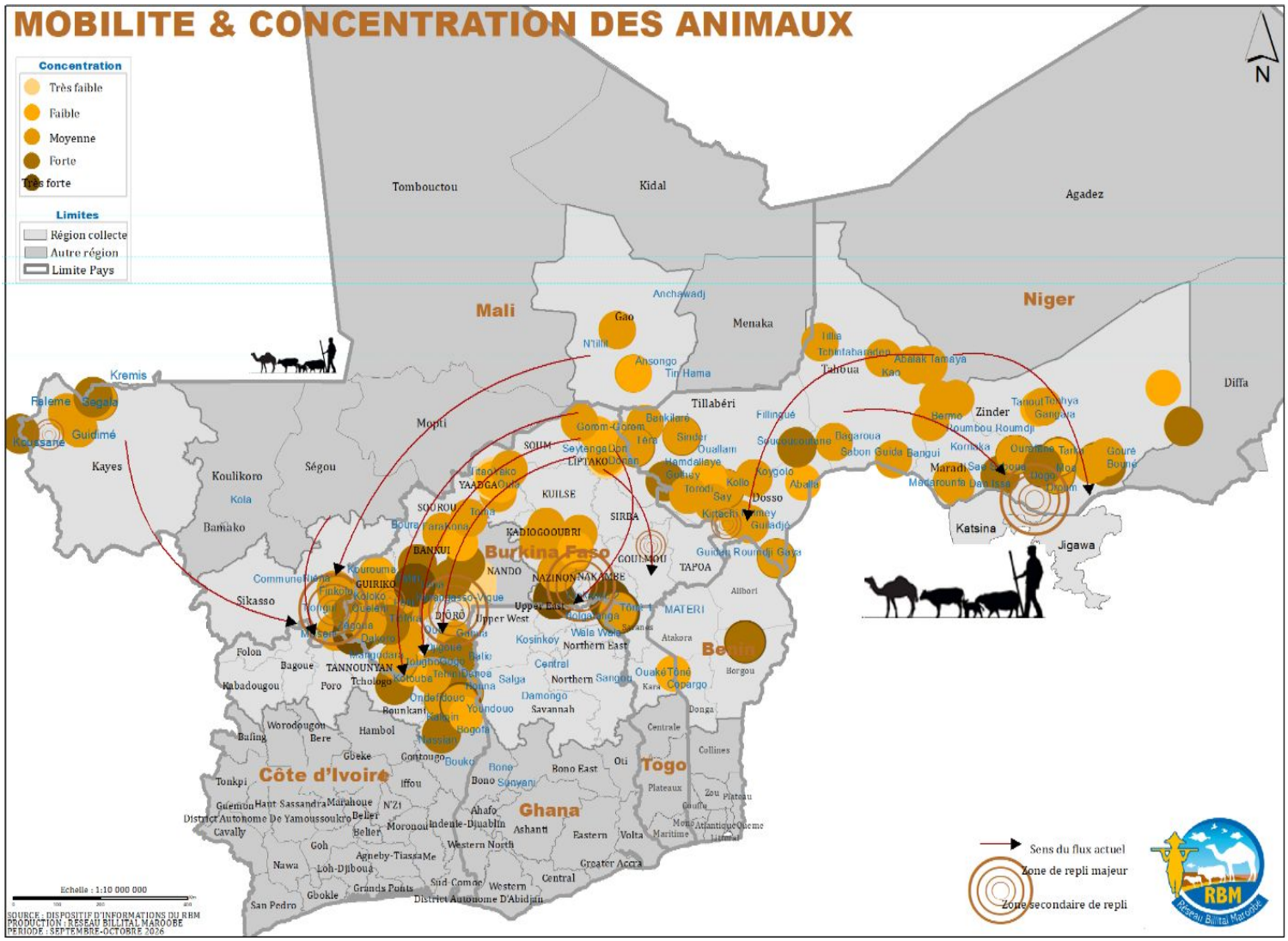
Analyse régionale

En septembre-octobre 2026, la fin de la saison des pluies entraîne une évolution progressive des mouvements de troupeaux. Les éleveurs commencent à rejoindre les zones de repli, avec des séjours dans des zones de transit où les pâturages et les points d'eau sont parfois limités.

- Dans la zone du Liptako-Gourma, les mouvements se poursuivent vers les zones disposant encore de ressources, avec une pression animale importante dans certains espaces.
- Au Niger, notamment à Tillabéri et Tahoua, les déplacements internes se poursuivent à la recherche de pâturages et de points d'eau accessibles.
- Au Mali, les zones d'Ansongo, dans la région de Gao, et de Sikasso restent importantes pour la mobilité du bétail, avec des concentrations variables selon les ressources disponibles.
- Au Burkina Faso, les troupeaux se déplacent progressivement vers les zones de repli. La disponibilité des pâturages et des aliments pour bétail (SPAI) reste variable selon les localités.
- En Côte d'Ivoire, notamment dans le Bounkani, le Tchologo et le Poro, les mouvements transfrontaliers se poursuivent, tandis que certains troupeaux amorcent leur retour vers le nord.
- Au Ghana, les zones de Savannah, Upper East et Bono continuent d'accueillir des troupeaux, avec une pression variable sur les ressources pastorales.

- Au Togo et au Bénin, les corridors frontaliers restent fréquentés. Les concentrations animales dépendent de l'accès à l'eau, aux pâturages et aux espaces de passage.
- Dans le couloir ouest, les mouvements restent influencés par les conditions de passage aux frontières. Au Tchad, les déplacements vers les zones disposant encore de ressources se poursuivent, notamment dans les espaces touchés par des déficits pastoraux.

En conclusion, la période est marquée par des mouvements progressifs vers les zones de repli et par des concentrations dans certains espaces de transit. Le suivi des déplacements, des points d'eau et des pâturages reste essentiel pour anticiper les difficultés d'accès aux ressources et prévenir les conflits entre éleveurs et agriculteurs.



Carte n°3 : *Mobilité et concentration des animaux.*

Comparative des concentrations animales

Période	Zones de forte concentration	Zones de concentration moyenne	Zones de faible concentration
Juillet-août 2025	Sikasso, Tahoua, Tillabéri	Espaces de transit sahéliens	Zones périphériques et nord sahélien
Septembre-octobre 2025	Sahel central et zones de stabilisation post-transhumance	Corridors de transit régionaux	Nord Niger et zones désertiques

Novembre-décembre 2025	Zones de séjour temporaire	Majorité des espaces pastoraux	Zones faiblement fréquentées du nord
Janvier-février 2026	Couloir Ouest Mali-Mauritanie, Maradi-Katsina, SKBo, nord Burkina-Côte d'Ivoire	Ghana, Burkina Faso, espaces de transit	Nord Sahel et zones déficitaires
Mars-avril 2026	Maradi, Tahoua, Sikasso, Koulikoro, Guiriko et zones côtières de transit	Burkina Faso, Ghana, Côte d'Ivoire	Nord Gao, Tillabéri et zones sahéliennes fortement dégradées
Mai-juin 2026	Corridors SKBo (Sikasso-Korhogo-Bobo), Maradi-Katsina, Zinder-Jigawa, MMS	Nord Côte d'Ivoire (Bounkani, Tchologo, Poro), Ghana (Savannah, Upper East, Bono), Atakora	Zones sahéliennes en début de régénération : Tillabéri, Gao, poches résiduelles du nord
Juillet-août 2026	Couloirs SKBo, Maradi-Katsina, Zinder-Jigawa, Liptako-Gourma, Ouest Mali-Mauritanie-Sénégal ; Ouaddaï, Wadi-Fira et Mandoul au Tchad	Nord Côte d'Ivoire (Bounkani, Tchologo, Poro), Ghana (Savannah, Bono, Upper East), Atakora, Oti	Zones sahéliennes en déficit hydrique : Tillabéri, Gao, Abalak, poches arides du nord sahélien
Septembre-octobre 2026	Partie méridionale des pays du Sahel central, zones de repli (Sikasso, Djoro, Goulmou, Maradi, Zinder)	Zones intermédiaires et zones secondaires de repli (Nando, Bankui, Guiriko, Tannounyan, Koulikoro, Tahoua, Ségou)	Liptako, Soum, Yaadga, Gao, Kidal, Ménaka, Agadez

Les données spatiales et les observations de terrain indiquent une forte activité pastorale dans le Sahel central et les zones côtières. Elles doivent être lues de manière complémentaire : les couches satellitaires renseignent sur les ressources, tandis que les relais et dispositifs de suivi documentent les mouvements et concentrations animales. Le croisement de ces sources suggère une association entre disponibilité en eau et densité animale : les troupeaux se regroupent autour des mares, forages et pâturages accessibles, tandis que les espaces arides enregistrent une fréquentation plus faible ou des départs précoces.

Cette dynamique souligne le rôle stratégique des espaces de transit dans le fonctionnement des systèmes pastoraux régionaux. Le suivi des flux de retour, la sécurisation des couloirs de transhumance et le renforcement des mécanismes locaux de concertation demeurent essentiels pour prévenir les tensions liées à la concentration animale et garantir une gestion apaisée de la mobilité pastorale.



DISPONIBILITÉ HYDRIQUE ET CONCENTRATION DES ANIMAUX

Situation hydrique régionale

En septembre-octobre 2026, avec la fin de la saison des pluies dans le Sahel central, les mares et autres points d'eau de surface commencent progressivement à diminuer dans plusieurs localités. La situation varie selon les zones : certaines disposent encore de ressources suffisantes, tandis que d'autres connaissent une baisse de la disponibilité en eau, obligeant les troupeaux à se déplacer.

Dans les zones sahéliennes du Mali, du Niger et du Burkina Faso, cette évolution favorise les mouvements vers les points d'eau encore accessibles et les zones de repli. Au Ghana, dans le nord de la Côte d'Ivoire, au Togo et au Bénin, les ressources restent variables selon les localités et la fréquentation des troupeaux. Au Tchad, les zones déficitaires restent vulnérables à la raréfaction de l'eau.

Concentration animale et zones tampons

Les concentrations animales se maintiennent autour des points d'eau, des pâturages disponibles et des principaux corridors, notamment dans les zones de Maradi, Tahoua, Zinder, Sikasso et Guiriko. Les zones de transit accueillent temporairement des troupeaux avant leur arrivée dans les zones de repli. Ces espaces facilitent les déplacements, mais leur capacité d'accueil peut diminuer lorsque l'eau et les pâturages deviennent insuffisants. La concentration prolongée des animaux augmente alors la pression sur les ressources et les risques de conflits entre éleveurs et agriculteurs.

En résumé, la baisse progressive des ressources en eau et la concentration des troupeaux rendent nécessaires le suivi des points d'abreuvement, l'identification des zones de repli et la prévention des tensions autour de l'accès à l'eau.

Tensions émergentes

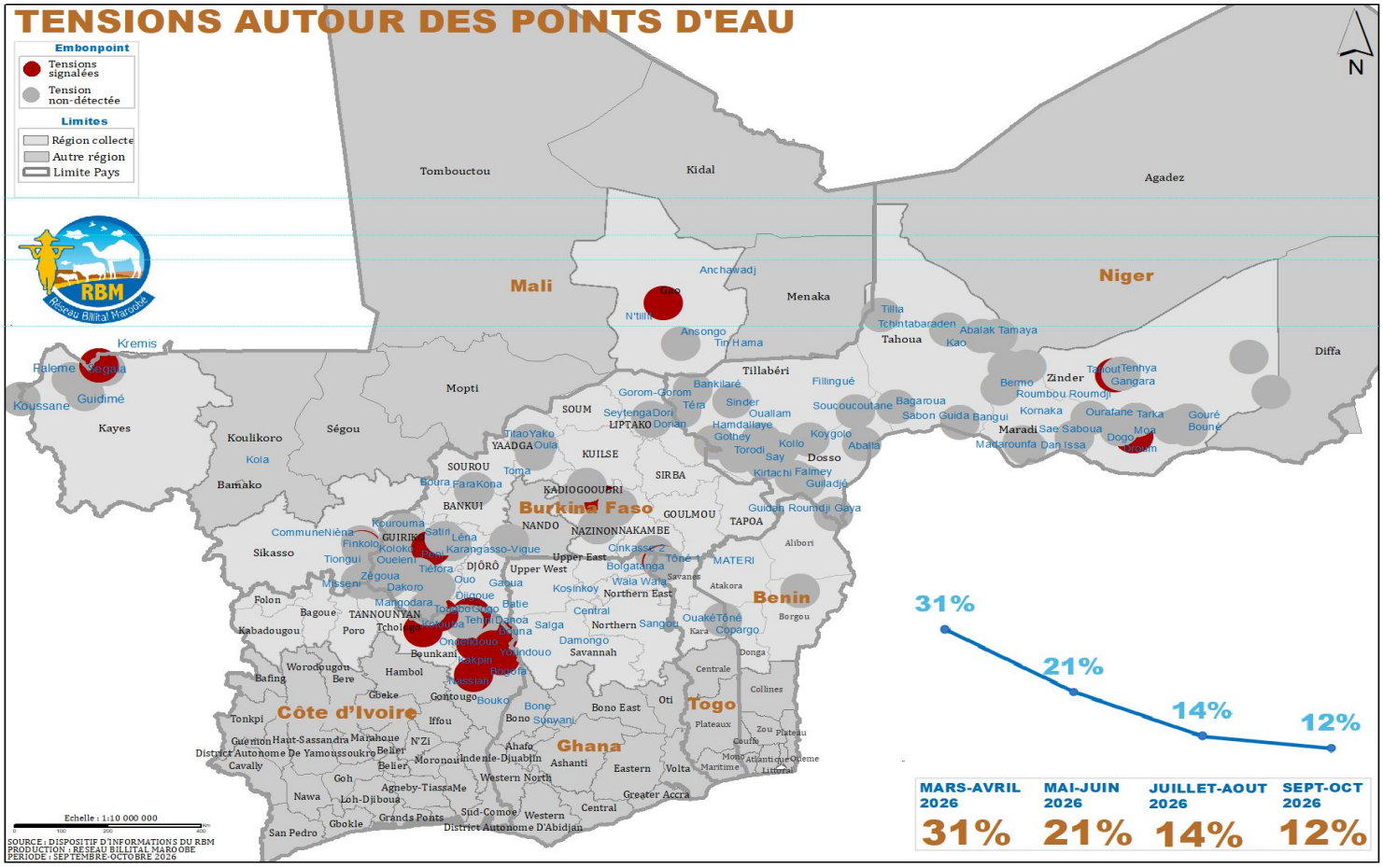
Les données satellitaires et les observations de terrain indiquent une baisse relative des tensions autour des points d'eau, mais plusieurs foyers demeurent actifs.

Les régions de Tillabéri, Tahoua et Gao restent les plus sensibles, en raison de la forte densité animale, des déficits hydriques localisés et de la pression sur les ressources naturelles. Des tensions ponctuelles sont également observées dans les zones frontalières du Ghana, du Togo et du nord de la Côte d'Ivoire, liées à l'arrivée des transhumants et à la cohabitation entre usages agricoles et pastoraux.

La carte montre que 12% des communes sont actuellement touchées par des tensions signalées, contre 14% en juillet-août, 21% en mai-juin et 31% en mars-avril, traduisant une amélioration progressive de la situation hydrique et une meilleure répartition des troupeaux. Les aires de stationnement temporaire et les couloirs de passage demeurent toutefois des points critiques, où les interactions entre agriculteurs et éleveurs nécessitent une concertation locale renforcée.

En résumé, septembre-octobre se caractérise par une situation hydrique contrastée dans plusieurs zones, mais aussi par des déficits persistants et des tarissements précoces. Les mobilités qui étaient stables commencent à connaître peu à peu une descente vers les zones de repli.





***Carte n°4** : Disponibilité hydrique, concentration animale et tensions autour des points d'eau.*

Analyse régionale

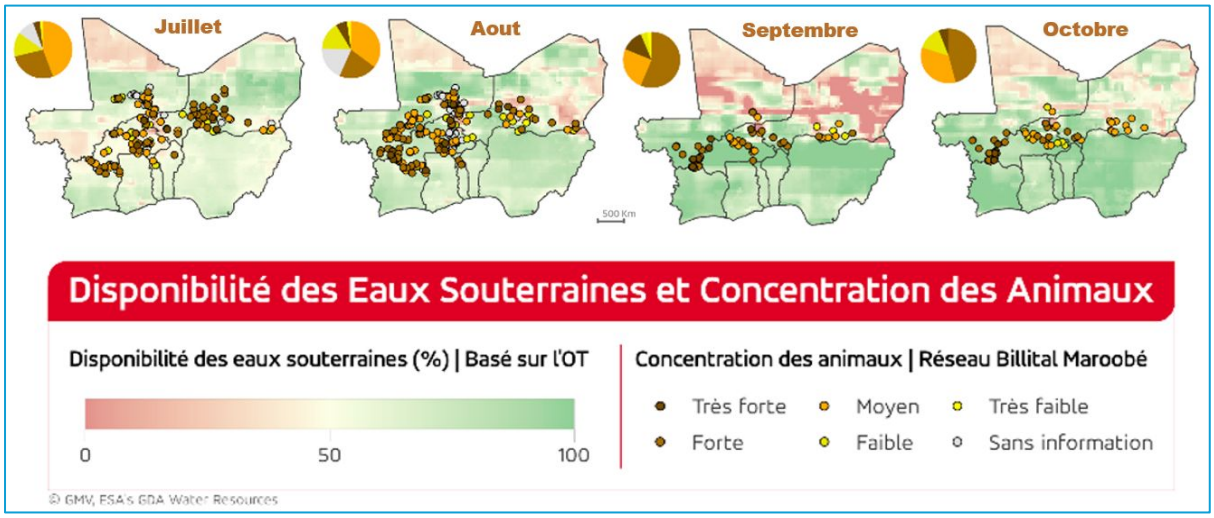
Le croisement des données spatiales ESA/FIDA/GDA et des observations de terrain du Réseau Billital Maroobé suggère une association entre la disponibilité hydrique et la concentration animale dans les principaux corridors pastoraux.

Évolution hydrique (saison hivernale)

Mai 2026 : les cartes montrent une faible disponibilité hydrique (zones rouges) et une forte concentration animale autour des points d'eau permanents, notamment à Maradi, Tahoua, Tillabéri, Sikasso et Guiriko. Les troupeaux se regroupent dans les zones résiduelles, accentuant la pression sur les forages.
Juin 2026 : les premières pluies amorcent une recharge progressive des nappes souterraines (zones vertes en expansion). Cette amélioration favorise une dispersion partielle des troupeaux vers le Burkina Faso, le nord du Ghana et le nord de la Côte d'Ivoire, qui jouent un rôle de zones tampons entre les espaces sahéliens et côtiers.
Juillet 2026 : la stabilisation hydrique s'accentue ; les mares et points d'eau de surface se remplissent, entraînant une réduction de la densité animale dans les foyers les plus saturés. Les corridors SKBo (Sikasso-Korhogo-Bobo-Dioulasso), Maradi-Katsina, Zinder-Jigawa et le Liptako-Gourma demeurent les axes les plus fréquentés, traduisant une mobilité pastorale soutenue mais mieux répartie.
Août 2026 : la situation hydrique devient plus contrastée. Les pluies maintiennent une disponibilité satisfaisante dans plusieurs zones, tandis que des séquences sèches entraînent le tarissement de certaines mares dans le nord du Niger et des déficits persistants au Tchad. La concentration diminue dans les zones bien arrosées, mais s'accentue autour des puits permanents dans les territoires déficitaires.
Septembre 2026 : Les cartes font apparaître des anomalies dans la disponibilité des eaux souterraines, avec des zones de déficit ou des variations inhabituelles dans certains espaces pastoraux (Gao, Tombouctou, une partie de Kidal et Dosso, Zinder, Diffa et une partie de Tillabéri). Cette situation pourrait être liée à une recharge inégale des nappes et à la baisse progressive des pluies en fin de saison hivernale. Ces anomalies peuvent accroître la pression sur les points d'eau encore fonctionnels et entraîner des déplacements de troupeaux vers les zones mieux pourvues.
Octobre 2026 : Les cartes montrent un rétablissement des conditions des eaux souterraines dans les zones où des anomalies avaient été observées en septembre. Cette évolution traduit une amélioration

de la situation hydrique selon les indicateurs cartographiés. Toutefois, ce rétablissement ne signifie pas nécessairement que tous les points d'eau sont suffisamment approvisionnés ou que les ressources sont accessibles partout. Avec l'installation progressive de la saison sèche, le suivi des nappes, des forages et des points d'abreuvement reste nécessaire pour anticiper les tensions et les mouvements de troupeaux.

> En conclusion, la saison hivernale 2026 a permis une amélioration progressive de la disponibilité en eau grâce aux pluies et à la recharge des ressources hydriques, malgré des anomalies observées en septembre et un rétablissement apparent en octobre. Toutefois, la baisse progressive des pluies et les mouvements de troupeaux vers les zones de repli nécessitent un suivi continu des points d'eau pour prévenir les pénuries et les concentrations animales.



***Carte n°5** : Disponibilité hydrique, zones de concentration animale et espaces sous pression.*

Le croisement des cartes hydriques de mai à octobre 2026 montre une évolution progressive de la disponibilité en eau, liée à l'installation des pluies, à la recharge des ressources et à leur baisse en fin de saison. Les anomalies observées en septembre, suivies d'un rétablissement apparent en octobre, montrent que la situation reste variable selon les zones. L'accès à l'eau continue d'influencer la répartition des troupeaux et leurs déplacements.

Cette analyse de la disponibilité des eaux souterraines superposée à la concentration des animaux aide à mieux anticiper les mouvements pastoraux, à prévenir les conflits liés à l'accès aux ressources et à améliorer la gestion des points d'eau, aussi bien dans le Sahel que dans les zones côtières.

Analyse ciblée

De mai à août 2026, les pluies ont favorisé une amélioration progressive de la situation hydrique dans plusieurs zones, même si des déficits ont persisté localement. En septembre, des anomalies des eaux souterraines apparaissent sur les cartes, avant un rétablissement apparent en octobre. Avec la fin de la saison des pluies, les troupeaux commencent à rejoindre les zones de repli, en passant parfois par des zones de transit où l'eau et les pâturages sont moins disponibles.

Les corridors SKBo, Maradi-Katsina, Zinder-Jigawa et le Liptako-Gourma restent importants pour les déplacements du bétail. Au Tchad, les zones du Wadi-Fira, du Ouaddaï et du Mandoul nécessitent également une attention particulière.

La baisse des ressources en eau dans certaines localités peut entraîner une concentration des animaux autour des puits et forages et augmenter les risques de conflits. Le suivi régulier des eaux souterraines, des points d'eau et des mouvements de troupeaux reste donc essentiel pour anticiper les difficultés de la saison sèche.



ÉTAT D'EMBONPOINT & SANITAIRE DU CHEPTEL

État des lieux de l'embonpoint

État corporel du cheptel

En septembre-octobre 2026, l'état corporel du cheptel reste globalement satisfaisant et enregistre une amélioration par rapport à juillet-août. La proportion des observations classant l'embonpoint comme bon ou passable passe de 88 % à 91 %, soit une hausse de 3 points de pourcentage. Cette évolution traduit une situation globalement favorable, malgré des disparités persistantes entre les zones pastorales.
Sikasso, Kayes, Tillabéri, Tahoua, Guiriko, Tannounyan, le Tchologo, le Bounkani, Maradi et plusieurs zones du Burkina Faso continuent de présenter un état corporel satisfaisant. Toutefois, des difficultés persistent à Ourafane, Dori, N'Tillit ainsi que dans le Ouaddaï et certaines parties du Mandoul au Tchad.

Il convient également de souligner que les animaux sortent de la soudure dans un état de fatigue et d'amaigrissement souvent important. Le retour à un embonpoint normal nécessite du temps, même lorsque les pluies ont repris et que les pâturages commencent à se régénérer. Ainsi, plus on avance vers la fin de la saison pluvieuse, plus l'état corporel du cheptel tend à s'améliorer, grâce à une disponibilité plus importante des ressources fourragères et à une alimentation plus régulière. Cette amélioration se poursuit généralement jusqu'au début de la saison sèche, avant que la diminution progressive des pâturages et des points d'eau ne puisse inverser la tendance.

Malgré cette amélioration régionale, les poches de fragilité restent associées aux déficits hydriques, à la concentration animale et à l'insuffisance locale des ressources fourragères. À l'approche de la saison sèche, le suivi de ces zones demeure essentiel pour anticiper une éventuelle dégradation de l'état corporel du cheptel.

Analyse comparative de l'état d'embonpoint

Au cours de la période de septembre à octobre 2026, l'état corporel du cheptel traduit une amélioration sensible par rapport à la situation observée en mai-juin et juillet-août. Les dernières pluies dans le Sahel central ont favorisé une disponibilité des pâturages et une recharge des points d'eau, permettant aux animaux de retrouver un embonpoint plus satisfaisant.

Période	Critique	Médiocre	Passable	Bon	Tendance générale
Mai-juin 2026	5%	30%	27%	38%	Amélioration initiale après la soudure
Juillet-août 2026	5%	9%	43%	45%	Amélioration globale ; estimations arrondies à consolider
Septembre-octobre 2026	2%	7%	44%	47%	Amélioration de l'état d'embonpoint

Les catégories bon et passable regroupent plus de 90% des observations en cette période. La tendance générale demeure une amélioration de l'embonpoint par rapport à juillet-août et mai-juin.
Des poches de fragilité persistent à Tillabéri, Tahoua, Gao, Dori, Ourafane, N'Tillit et dans certaines zones du Tchad, où la concentration animale et les déficits hydriques continuent de peser sur l'état corporel.

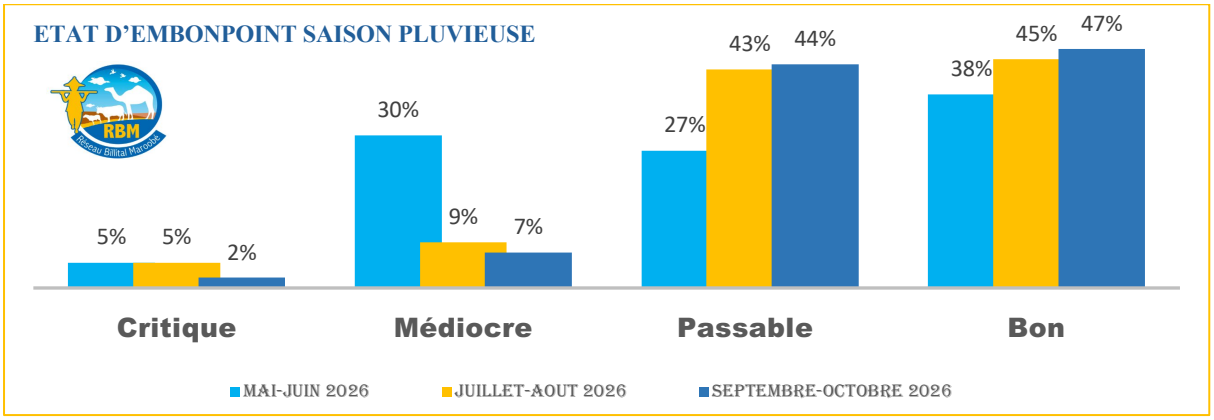
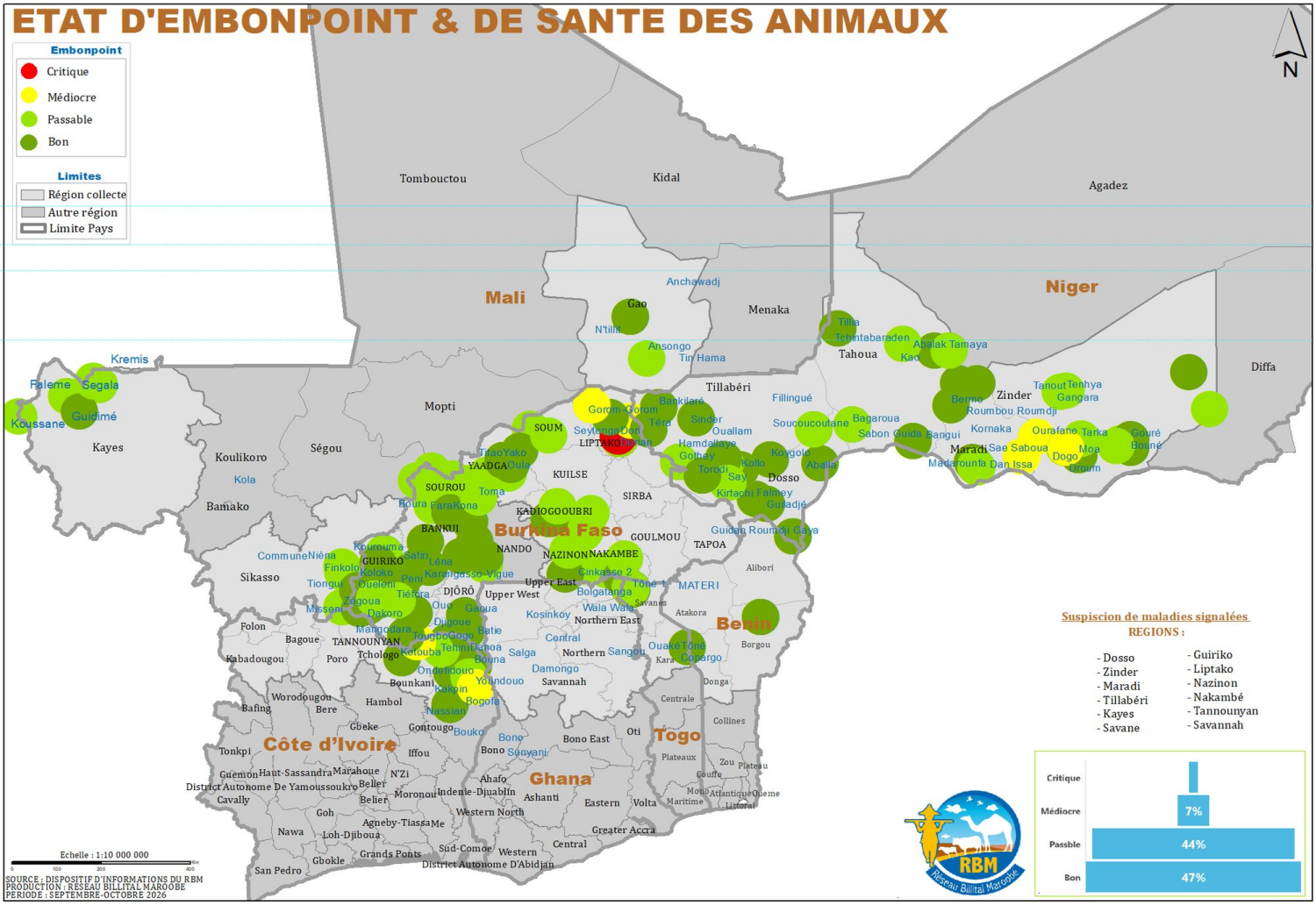


***Figure 1** : Etat d'embonpoint dans le temps.*

La période marque donc une amélioration globale de l'embonpoint, mais appelle à une vigilance ciblée dans les zones de forte pression pastorale et de déficit hydro-fourrager.



***Carte n°6** : État d'embonpoint et de santé des ruminants.*

État sanitaire du cheptel

Les données collectées indiquent que des cas suspects de maladies animales sont signalés dans l'ensemble des pays suivis (Mali, Burkina Faso, Niger, Ghana et Togo), avec des niveaux variables de mortalité. Les campagnes de vaccination restent limitées et inégalement réparties selon les localités, ce qui maintient un niveau de vulnérabilité sanitaire dans plusieurs zones pastorales.

Les principaux symptômes observés sont les plaies buccales et aux pattes, les boutons cutanés, les écoulements nasaux, la fièvre, la diarrhée, l'amaigrissement, les difficultés de déplacement et les atteintes des sabots. Plusieurs localités signalent également des cas de paralysie, de boiterie et de faiblesse générale des animaux.

Les maladies les plus fréquemment rapportées demeurent :

- La pasteurellose, largement citée dans plusieurs pays et affectant principalement les bovins ;
- La clavelée, observée chez les petits ruminants et caractérisée par des lésions cutanées ;
- La fièvre aphteuse (ou *Safa* dans plusieurs localités), marquée par des plaies au niveau de la bouche, des sabots et des difficultés locomotrices ;
- La dermatose nodulaire contagieuse bovine, signalée dans plusieurs zones ;
- La PPR (Peste des Petits Ruminants) et, dans une moindre mesure, la PPCB ;
- Le piétin, récemment signalé chez les petits ruminants dans certaines localités du Niger.

Lecture régionale

- Au Niger, les signalements concernent principalement la pasteurellose, la clavelée, la fièvre aphteuse (*Safa*) et le piétin. Les régions de Maradi, Zinder et Tillabéri enregistrent plusieurs cas associés à des mortalités animales.
- Au Mali, la fièvre aphteuse (*Safa*), la dermatose nodulaire et la pasteurellose demeurent les maladies les plus souvent mentionnées, notamment dans la région de Sikasso.
- Au Burkina Faso, les suspicions concernent surtout la pasteurellose, la clavelée et la fièvre aphteuse, avec quelques cas de mortalité signalés.
- Au Togo, les observations portent principalement sur la clavelée et la pasteurellose, tandis que certains foyers présentent des symptômes compatibles avec la PPR.
- Au Ghana, les cas rapportés restent limités mais concernent essentiellement des pathologies respiratoires et digestives associées à la forte concentration animale.

Analyse régionale

Malgré un état d'embonpoint généralement bon à passable dans la majorité des localités, la circulation de plusieurs maladies animales demeure préoccupante. La forte concentration des troupeaux dans certaines zones de repli et de transit favorise la transmission des maladies, en particulier chez les bovins et les petits ruminants. Les mortalités observées dans plusieurs localités confirment la nécessité de renforcer la surveillance vétérinaire et les campagnes de vaccination.

Corrélation hydrique et embonpoint

L'amélioration des pâturages observée à la fin de l'hivernage a globalement favorisé le maintien d'un état corporel satisfaisant du cheptel. Toutefois, dans les zones où la pression animale est forte ou où les ressources commencent à diminuer, les animaux présentent davantage de signes de faiblesse et de susceptibilité aux maladies.
Les localités disposant encore de ressources abondantes affichent généralement un meilleur embonpoint et moins de complications sanitaires. À l'inverse, les zones à forte concentration animale ou confrontées à des déficits localisés enregistrent davantage de cas de maladies, de mortalités et d'altération de l'état corporel.
Dans l'ensemble, la situation sanitaire reste sous contrôle mais nécessite une vigilance accrue, notamment dans les couloirs de transhumance et les zones de repli où la concentration des troupeaux augmente progressivement à l'approche de la saison sèche.



ALEAS CLIMATIQUES ET CONFLITS DIVERS

La période de septembre-octobre 2026 est marquée par la coexistence de plusieurs aléas climatiques, pastoraux et sécuritaires. La carte régionale montre que les conflits (45 %) constituent le principal phénomène signalé, suivis des sécheresses et déficits hydriques (25 %), des mortalités animales (17 %), des inondations (10 %) et des feux de brousse (3 %). Les zones transfrontalières et les principaux corridors de transhumance demeurent les espaces les plus exposés.

Feux de brousse, sécheresse, inondation, Mort d'animaux et conflits

Conflits agro-pastoraux et communautaires :
Les conflits représentent l'aléa dominant de la période. Ils se concentrent principalement au Tchad (Kerfi, Mouray, Fadjé-Gnamanda, Isné), au Nigeria (Katsina, Plateau), au Bénin (Tapoga), en Côte d'Ivoire (Minignan, Béréni-Sifié), ainsi que dans le Sahel central (Tillabéri, Zinder, Tahoua, Kayes, Sikasso, Bankui, Nazinon). Ces tensions sont généralement liées aux dégâts champêtres, à l'accès aux ressources naturelles, à la fermeture des couloirs de passage ou encore aux vols de bétail.

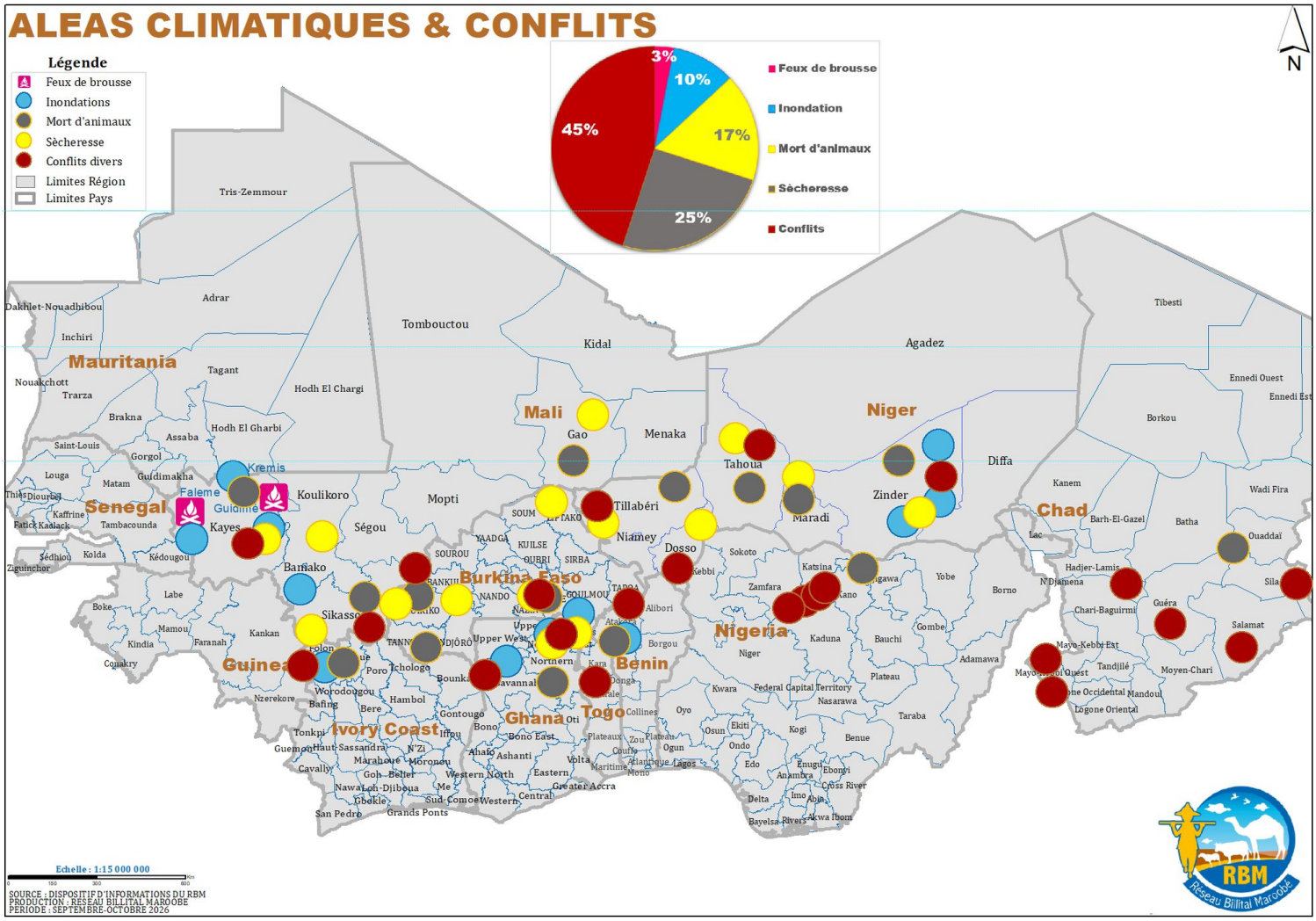
Sécheresse et déficits hydriques :
Des déficits hydriques et fourragers persistent dans plusieurs zones du Niger (Tahoua, Maradi, Zinder, Agadez), du Mali (nord et zones sahéliennes) et surtout au Tchad (Ouaddaï, Wadi-Fira, Sila, Batha et Mandoul). Ces déficits provoquent des mouvements précoces de transhumance, une forte concentration animale autour des points d'eau et une pression accrue sur les pâturages.
Des sécheresses localisées, signalées dans plusieurs pays, traduisant une campagne moyenne à faible dans certaines zones du Sahel central.

Mortalités animales :
Les mortalités animales restent préoccupantes dans plusieurs pays. Elles sont liées aux maladies animales (PPR, PPCB, pasteurellose, fièvre aphteuse), aux intoxications, aux aléas climatiques et aux difficultés d'alimentation. Les cas les plus marquants ont été signalés principalement au Niger, Burkina Faso et au Bénin, Togo, Mali, Ghana, Tchad et en Côte d'Ivoire.

Inondations :
Des inondations localisées ont été observées à Zinder, Atakora, Folon, Kayes, Koulikoro, Upper East, Atakora. Elles ont causé des dégâts sur les habitations, les infrastructures, les cultures et parfois perturbé la mobilité pastorale et les marchés.

Feux de brousse :
Les feux de brousse restent relativement limités durant cette période mais plusieurs cas ont été observés à Kayes (Faleme, Guidimé), ainsi que dans certaines zones sahéliennes. Leur impact demeure localisé mais contribue à la destruction des pâturages et à la réduction des réserves fourragères.





Carte n°7 : *Sécheresse et feux de brousse.*

Analyse régionale

La combinaison des déficits hydriques, des conflits, des maladies animales et des aléas climatiques crée une pression importante sur les systèmes pastoraux régionaux. Les sécheresses favorisent les mouvements précoces de troupeaux, lesquels augmentent la concentration animale dans les zones d'accueil et contribuent à l'émergence de conflits. Dans le même temps, les inondations et les maladies animales fragilisent davantage les moyens d'existence des ménages pastoraux.

Les zones cumulant conflits, déficits fourragers, mortalités animales et forte mobilité pastorale, notamment au Tchad, au Niger et dans certaines zones frontalières du Bénin, de la Côte d'Ivoire et du Nigeria, nécessitent un suivi renforcé et des actions préventives rapides.

Projection des Aléas climatiques et conflits

La période novembre-décembre 2026 correspondra à l'installation progressive de la saison sèche dans le Sahel central. Les mouvements internes et transfrontaliers de troupeaux devraient s'intensifier vers les zones de repli disposant encore de pâturages et d'eau, avec des séjours prolongés dans les zones de transit. Cette dynamique risque d'accroître les concentrations animales, les conflits d'usage des ressources et la pression sur les pâturages résiduels.

Les risques de sécheresse et de déficit fourrager devraient s'accentuer au Niger, au Mali et au Tchad, tandis que les conflits agro-pastoraux pourraient augmenter dans les principales zones d'accueil. Les maladies animales resteront également sous surveillance en raison des concentrations de troupeaux et de la mobilité pastorale soutenue. Dans les pays côtiers, les inondations devraient progressivement reculer, mais les tensions liées aux dégâts champêtres pourraient persister jusqu'à la fin des récoltes.

Tableau synthétique des phénomènes observés

Pays	Zones principales	Phénomènes dominants	Niveau de vigilance	Projection novembre-décembre 2026
Mali	Sikasso, Kayes, Gao, zones frontalières Burkina-Côte d'Ivoire	Conflits, taxes illégales, maladies animales, déficit localisé	Élevé	Intensification des mouvements vers les zones de repli, risque de tensions dans les espaces transfrontaliers.
Burkina Faso	Liptako, Goulmou, Tannounyan	Déficit fourrager, conflits d'accès aux ressources, concentration animale	Élevé	Pression croissante sur les zones d'accueil et les couloirs de transhumance.
Niger	Tillabéri, Tahoua, Maradi, Zinder, Dosso, Diffa	Conflits, vols de bétail, sécheresse, déficit fourrager, maladies animales	Très élevé	Accentuation des départs transhumants, multiplication des tensions autour de l'eau et des pâturages.
Côte d'Ivoire	Folon, Bagoué, Bounkani	Dégâts champêtres, maladies animales, conflits fonciers	Moyen	Risque de tensions liées aux récoltes et à l'arrivée de troupeaux transhumants.
Bénin	Atakora, Donga	Conflits, maladies animales, inondations, concentration animale	Élevé	Maintien des risques de conflits dans les zones d'accueil pastorales.
Togo	Savanes, Kara, Kéran	PPR, concentration animale, conflits d'usage	Moyen	Hausse probable des pressions sur les couloirs de passage et les espaces de pâturage.
Ghana	Savannah, Upper East, Tamale	Concentration animale, maladies animales	Moyen	Renforcement du rôle des zones de repli avec risque de surcharge pastorale.
Nigeria	Katsina, Plateau, Abuja, Dogoru, Rahamawa	Conflits agriculteurs-éleveurs, insécurité, déplacements forcés	Très élevé	Poursuite des déplacements pastoraux vers les pays voisins et aggravation possible des tensions.
Guinée	N'Zérékoré, Kankan	Conflits transfrontaliers, attaques de bétail, restrictions commerciales	Élevé	Pression persistante sur les marchés à bétail et les espaces frontaliers.
Sénégal	Tambacounda, Saint-Louis	Inondations résiduelles, tensions pastorales localisées	Moyen	Retour progressif à des conditions plus stables mais vigilance sur les ressources.
Mauritanie	Hodh El Gharbi, Assaba	Mobilité pastorale, déficit des ressources	Élevé	Pression accrue sur les zones de pâturage permanentes.
Tchad	Ouaddaï, Wadi-Fira, Sila, Salamat, Guéra, Mandoul, Hadjer-Lamis	Conflits violents, déficit fourrager, maladies animales, mouvements précoces	Très élevé	Risque élevé de nouveaux conflits, de concentration animale et de dégradation des ressources pastorales.



Analyse régionale et conclusion

Les alertes de septembre-octobre montrent une transition vers une phase où les risques seront davantage liés à la mobilité pastorale, aux conflits d'accès aux ressources, aux déficits fourragers et aux maladies animales qu'aux inondations. Le Niger, le Tchad et certaines zones du Nigeria apparaissent comme les principaux foyers de vigilance pour la fin de l'année 2026.
Les principaux points d'attention pour novembre-décembre sont :

- Le tarissement progressif des mares et la baisse des ressources fourragères au Niger, au Mali et au Tchad ;
- L'augmentation des concentrations animales dans les zones de repli et de transit ;
- Les risques de conflits entre agriculteurs et éleveurs à l'approche des récoltes ;
- La circulation des maladies animales dans les zones de forte mobilité pastorale ;
- L'insécurité et les vols de bétail dans les principaux corridors de transhumance transfrontaliers.

La période novembre-décembre 2026 devrait être marquée par une intensification des mouvements de transhumance vers les zones de repli, dans un contexte de baisse progressive des ressources pastorales au Sahel central. Les principaux risques concernent les conflits d'accès aux ressources, les déficits fourragers localisés, les maladies animales et l'insécurité pastorale, particulièrement au Niger, au Tchad et au Nigeria, où une vigilance renforcée demeure nécessaire.

ANALYSE COMPARATIVE DES PRIX DES PRODUITS AGROPASTORAUX

Prix moyens des produits agropastoraux

Tendance générale

Pour la période de septembre-octobre 2026, les données collectées dans les différentes communes du Niger, du Burkina Faso, du Mali, du Togo, du Bénin, de la Cote d'Ivoire et du Ghana mettent en évidence une forte disparité spatiale des prix du bétail, des aliments pour animaux et des produits de consommation courante.
Par rapport à juillet-août 2026, la situation confirme la coexistence de marchés où le bétail conserve une valeur économique élevée et de zones où les coûts des intrants et des denrées alimentaires représentent une contrainte importante pour les ménages pastoraux.

Prix du bétail

Les prix des bovins mâles adultes présentent des écarts importants entre les localités observées. Ils se situent en moyenne autour de 350 000 FCFA dans les communes nigériennes visibles, tandis que plusieurs localités du Burkina Faso affichent des prix allant de 300 000 à plus de 700 000 FCFA. Au Togo et au Ghana, certaines observations atteignent respectivement environ 870 000 et 850 000 FCFA. Les prix des ovins et des caprins varient également fortement selon les communes. Ces écarts peuvent refléter les différences de gabarit et de qualité des animaux, les conditions locales d'offre et de demande ainsi que les débouchés commerciaux. Comme lors de la période précédente, le bétail demeure un actif économique essentiel pour les ménages pastoraux, mais sa valorisation ne garantit pas nécessairement une amélioration de leurs revenus réels, compte tenu des dépenses d'alimentation et des autres charges.



Zone	Tendance dominante	Effets économiques
Sahel central (Mali, Niger, Burkina Faso)	Fragilité pastorale, dépendance aux marchés	Pouvoir d'achat limité
Golfe de Guinée (Ghana, Côte d'Ivoire, Bénin, Togo, Guinée)	Pression urbaine et coût élevé de la vie	Inflation des produits de base, tension sur la main-d'œuvre

Prix des céréales et des aliments pour bétail

Les données montrent une grande variabilité des prix des céréales. Le maïs se situe généralement entre 150 et 300 FCFA/kg dans les localités visibles, tandis que le riz atteint fréquemment 400 à 600 FCFA/kg, avec des valeurs supérieures dans certaines communes. Les prix du mil et du sorgho varient également selon les marchés.

Le coût du sac d'aliment pour bétail issu du SPAI présente des écarts notables : plusieurs observations au Niger se situent autour de 8 500 à 12 500 FCFA, tandis que certaines communes Burkinabè enregistrent des prix allant de 12 000 à plus de 20 000 FCFA. Cette situation souligne l'importance de l'accessibilité des aliments complémentaires, particulièrement pour les éleveurs dont les troupeaux dépendent davantage des achats sur les marchés.

Comparativement à juillet-août, la pression économique liée aux intrants reste donc un point de vigilance. Néanmoins, les données disponibles ne permettent pas, à elles seules, de conclure à une augmentation généralisée des prix entre les deux périodes.

Produits de consommation courante et main-d'œuvre

Les prix du sucre et du savon industriel varient selon les communes, avec des valeurs du sucre comprises entre environ 500 et 900 FCFA/kg dans les observations visibles. Les coûts de la main-d'œuvre journalière présentent également des différences importantes entre les localités. Ces disparités influencent les dépenses des ménages et les coûts des activités agricoles et pastorales.

La comparaison avec la période précédente confirme ainsi la nécessité de considérer les marchés à l'échelle locale, plutôt que de généraliser les tendances à l'ensemble des pays ou à toute la région.

Produit	Situation observée en septembre-octobre 2026	Comparaison avec juillet-août
Bovins	Prix très variables, avec des niveaux élevés dans plusieurs communes du Burkina Faso, du Togo et du Ghana.	Valorisation toujours importante ; évolution précise à vérifier avec les données antérieures.
Ovins et caprins	Écarts marqués selon les communes et les marchés.	Pas de hausse régionale uniforme démontrée.
Céréales	Prix variables du mil, du sorgho, du maïs et du riz selon les localités.	Pression sur le pouvoir d'achat persistante ; évolution à confirmer par comparaison chiffrée.
Aliments pour bétail/SPAI	Prix parfois élevés, notamment dans plusieurs communes burkinabè.	L'accessibilité économique des intrants reste un enjeu majeur.
Sucre et savon	Différences de prix importantes entre les marchés.	Les disparités locales demeurent ; tendance générale non quantifiée.
Main-d'œuvre	Coûts variables selon les communes et les contextes locaux.	Les écarts territoriaux restent importants.

Synthèse régionale

En septembre-octobre 2026, les marchés agropastoraux présentent des niveaux de prix très variables selon les pays et les localités. Les bovins mâles adultes affichent des prix particulièrement élevés dans certaines communes du Burkina Faso, du Togo et du Ghana, tandis que les ovins et les caprins connaissent également des écarts importants selon les marchés. Les prix des céréales (mil, sorgho, maïs et riz) varient sensiblement d'une zone à l'autre, tout comme ceux des aliments pour bétail issus du SPAI, dont le coût atteint des niveaux élevés dans plusieurs communes burkinabè et nigériennes. Les prix du sucre, du savon industriel et de la main-d'œuvre journalière présentent aussi d'importantes disparités territoriales. Dans l'ensemble, cette diversité des prix traduit des conditions d'approvisionnement et de fonctionnement des marchés contrastées, avec des répercussions sur les dépenses des ménages pastoraux et agropastoraux.

Dynamique des marchés à bétail et valorisation du cheptel

Au cours de la période septembre-octobre 2026, les marchés à bétail sont restés globalement fonctionnels malgré des perturbations localisées liées à l'insécurité et aux mouvements précoces de transhumance. La valorisation du cheptel demeure élevée dans plusieurs pays de la région, confirmant le rôle du bétail comme principal actif économique des ménages pastoraux.

Les prix moyens des bovins varient fortement selon les pays, allant d'environ 325 000 FCFA au Niger à près de 800 000 FCFA au Bénin, tandis que les ovins atteignent leurs niveaux les plus élevés en Guinée (175 000 FCFA) et en Côte d'Ivoire (125 000 FCFA). Ces écarts reflètent l'influence de la demande urbaine, de la disponibilité du cheptel et des mouvements régionaux de transhumance.

Cependant, dans les zones affectées par les déficits fourragers, les conflits ou l'insécurité, notamment au Niger, au Tchad et dans certaines zones du Nigeria, les ventes de bétail prennent de plus en plus la forme de stratégies d'adaptation destinées à couvrir les dépenses d'alimentation, de mobilité et de santé animale.

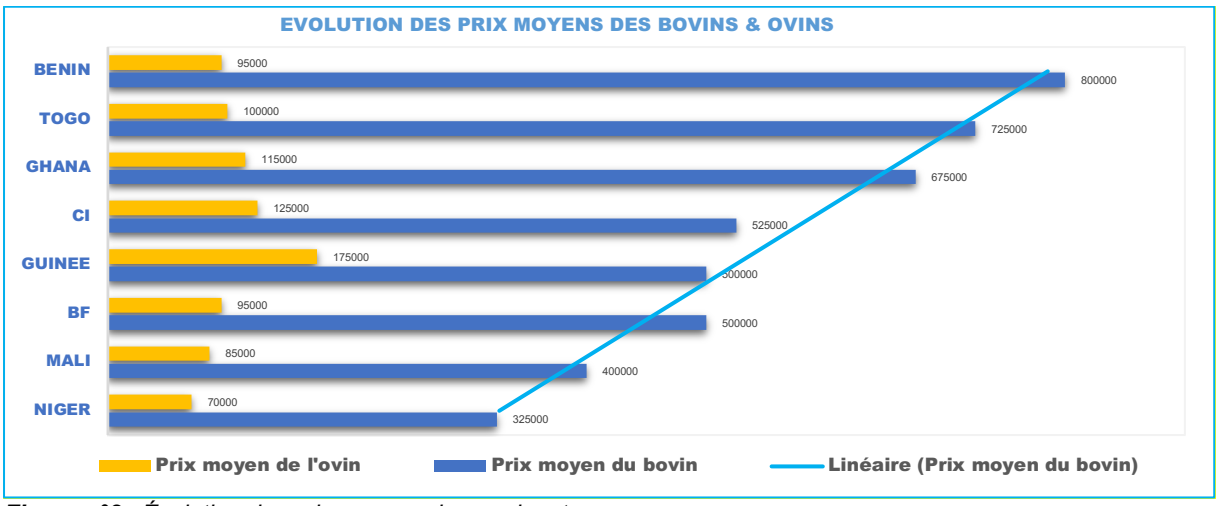


***Figure n°2** : Évolution des prix moyens des ruminants.*

NB : Les prix présentés ont été observés dans certaines régions des pays. Ce n'est donc pas un maillage exhaustif. Ils peuvent varier selon les localités et les périodes.

Les prix les plus élevés des bovins sont observés au Bénin, au Togo et au Ghana, tandis que les prix restent relativement plus faibles au Niger et au Mali. Pour les ovins, la Guinée, la Côte d'Ivoire et le Ghana enregistrent les niveaux les plus élevés. Cette situation traduit une demande soutenue sur les marchés côtiers et urbains, alors que plusieurs pays sahéliens connaissent une augmentation de l'offre liée aux mouvements de troupeaux et aux ventes préventives.



Accès aux intrants pastoraux et aux céréales

- ***SPAI***

La hausse du coût de la vie continue d'exercer une pression sur les ménages pastoraux. Les éleveurs doivent simultanément faire face :

- À l'augmentation des prix des céréales de base ;
- À la disponibilité parfois limitée des aliments du bétail (SPAI) ;
- Aux coûts croissants liés aux déplacements des troupeaux et aux campagnes zoosanitaires.

Les prix des céréales demeurent particulièrement élevés au Bénin, au Ghana, en Guinée et en Côte d'Ivoire, où le riz atteint fréquemment 600 FCFA/kg, tandis que le mil et le sorgho dépassent souvent 400 à 500 FCFA/kg.

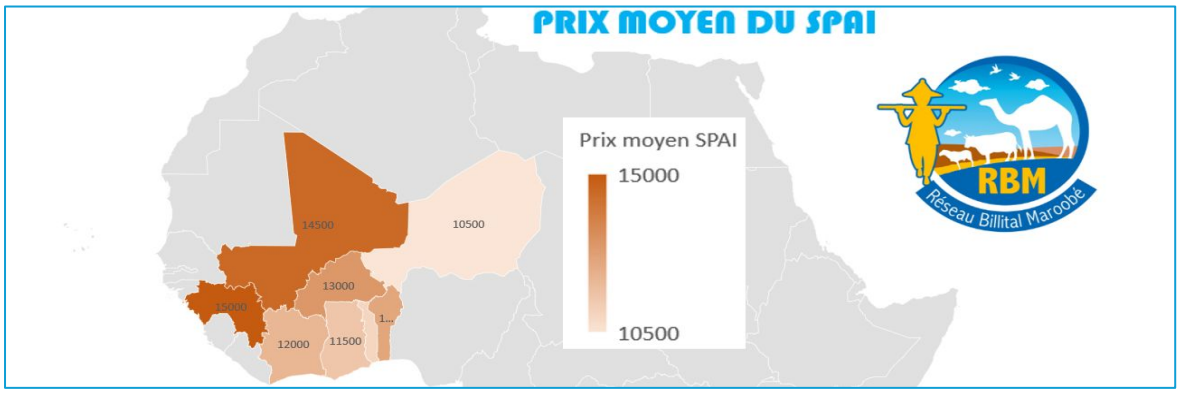


Figure n°3 *: Evolution des prix moyens du SPAI.*

La disponibilité du SPAI reste globalement satisfaisante mais les écarts de prix demeurent importants. Cette situation pourrait accentuer les ventes précoces de bétail dans les zones déficitaires et renforcer l'attractivité des espaces offrant encore des ressources fourragères accessibles.

- ***CEREALES***

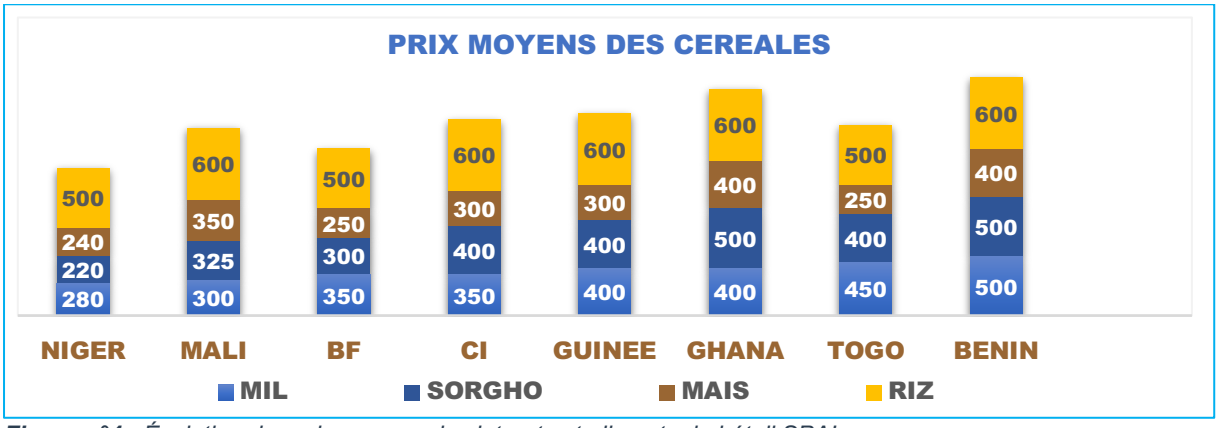


Figure n°4 : *Évolution des prix moyens des intrants et aliments du bétail SPAI.*

Les marchés céréaliers présentent d'importantes disparités. Le Niger conserve les niveaux les plus faibles pour le mil, le sorgho et le maïs, alors que le Bénin, le Ghana et la Guinée affichent les prix les plus élevés. Cette situation influence directement les termes de l'échange et le pouvoir d'achat des ménages pastoraux.

Influence des coûts sur les stratégies de mobilité pastorale

Les coûts d'alimentation du bétail influencent de plus en plus les décisions de mobilité. Le prix moyen du SPAI varie entre 10 500 FCFA et 15 000 FCFA selon les pays. Les niveaux les plus élevés sont observés au Sénégal, en Mauritanie et au Mali, tandis que le Tchad enregistre les prix les plus faibles. Face à ces coûts, de nombreux éleveurs privilégient désormais les zones disposant de résidus de récolte, de pâturages de décrue ou de ressources encore disponibles. Cette stratégie explique en partie les mouvements précoces observés au Niger, au Tchad, au Burkina Faso et dans certaines zones frontalières du Bénin et de la Côte d'Ivoire.

Main d'œuvre et disparité

Dans des pays comme la Côte d'Ivoire, le Mali et le Ghana, la main-d'œuvre est chère en raison de la forte pression urbaine et de la demande élevée dans les centres économiques.
Les pays du Sahel central (Burkina Faso, Niger) se situent à un niveau intermédiaire, reflétant une économie moins industrialisée mais marquée par la soudure pastorale.
À l'opposé, les coûts les plus faibles se retrouvent au Bénin et au Togo, où la pression urbaine est moindre et les marchés du travail restent plus accessibles aux ménages.

Termes de l'échange (TdE)

Situation régionale des termes de l'échange *(3 pays Sahéliens, 5 pays côtiers)*

Les termes de l'échange (TdE) restent globalement favorables dans la majorité des pays suivis. Le Mali (163,3 kg de mil/bouc), la Côte d'Ivoire (148 kg), la Guinée (144,4 kg), le Burkina Faso (142,8 kg) et le Niger (128,5 kg) affichent des niveaux supérieurs à leurs moyennes quinquennales, traduisant une amélioration du pouvoir d'achat pastoral.
À l'inverse, le Ghana (112,4 kg), le Bénin (103,6 kg) et le Togo (104,4 kg) présentent des TdE inférieurs à leurs moyennes quinquennales respectives, indiquant une dégradation relative de la capacité des ménages pastoraux à accéder aux céréales malgré la valorisation du cheptel.

- Sahel central (Burkina Faso, Mali, Niger) : TdE globalement favorables et supérieurs à la moyenne quinquennale ;
- Guinée et Côte d'Ivoire : TdE particulièrement favorables grâce à une bonne valorisation des petits ruminants ;
- Ghana, Bénin et Togo : TdE défavorables ou en recul par rapport aux références historiques.

PAYS	Calcul des TdE (Bouc-mil)	Moyenne quinquennale (RBM)	TdE juillet-août 2026 (Kg/Bouc)	Résultats des TdE	Analyse
Burkina Faso	50 000 ÷ 350 =	120 Kg	142,85 kg	Favorable	Supérieure à la moyenne quinquennale
Mali	49 000 ÷ 300 =	150 Kg	163,33 kg	Favorable	Supérieure à la moyenne quinquennale
Niger	36 000 ÷ 280 =	113,6 Kg	128,57 kg	Favorable	Supérieure à la moyenne quinquennale
Ghana	45 000 ÷ 400 =	120 Kg	112,5 kg	Défavorable	Inférieure à la moyenne quinquennale
Côte d'Ivoire	52 500 ÷ 350 =	125 Kg	150 kg	Favorable	Supérieure à la moyenne quinquennale
Bénin	50 000 ÷ 500 =	118 Kg	100 kg	Défavorable	Inférieure à la moyenne quinquennale
Togo	47 000 ÷ 450 =	110 Kg	104,44 kg	Défavorable	Inférieure à la moyenne quinquennale
Guinée	65 000 ÷ 450 =	120 Kg	144,44 kg	Favorable	Supérieure à la moyenne quinquennale

Interprétation

Les résultats des TdE mettent en évidence des situations contrastées entre les pays sahéliens et certains pays du Golfe de Guinée.

Sahel central (Burkina Faso, Mali, Niger)

Les TdE demeurent favorables et supérieurs aux moyennes quinquennales.

- Le Mali présente la situation la plus favorable, avec plus de 163 kg de mil accessibles par la vente d'un bouc, traduisant une bonne valorisation des petits ruminants.
- Le Burkina Faso et le Niger enregistrent également des TdE favorables, permettant aux ménages pastoraux de maintenir un pouvoir d'achat relativement satisfaisant malgré les coûts croissants des intrants et de l'alimentation animale.
- Toutefois, cette amélioration reste fragile dans les zones affectées par les déficits fourragers, les mouvements précoces de transhumance et l'insécurité.

Pays du Golfe de Guinée (Guinée, Ghana, Côte d'Ivoire, Bénin, Togo)

La situation apparaît plus contrastée.

- La Côte d'Ivoire et la Guinée présentent des TdE favorables, nettement supérieurs à leurs moyennes quinquennales, grâce à une forte valorisation du cheptel.
- Le Ghana, le Bénin et le Togo enregistrent des TdE inférieurs aux références historiques. Cette situation reflète principalement le niveau élevé des prix des céréales, qui réduit la quantité de mil accessible après la vente d'un bouc.
- Le Bénin et le Togo demeurent les pays où le pouvoir d'achat pastoral apparaît le plus contraint, malgré des marchés à bétail relativement dynamiques.

Analyse conclusive sur la résilience et le capital des éleveurs

L'analyse des prix moyens des bovins montre que le capital animal des éleveurs demeure globalement élevé dans plusieurs pays de la région. Avec des prix moyens atteignant environ 800 000 FCFA au Bénin, 725 000 FCFA au Togo, 675 000 FCFA au Ghana et plus de 500 000 FCFA en Côte d'Ivoire, les détenteurs de bovins disposent d'un patrimoine économique important leur permettant de faire face à certaines dépenses imprévues. Les niveaux observés au Mali (400 000 FCFA) et au Niger (325 000 FCFA) restent plus modestes mais témoignent néanmoins d'une valorisation satisfaisante du cheptel malgré les contraintes pastorales.
Cette valorisation du bétail constitue un indicateur important de la capacité de résilience des ménages pastoraux. Dans un contexte de déficits fourragers localisés, de mobilité accrue et d'insécurité dans certaines zones, le cheptel continue de jouer son rôle de réserve de richesse et de mécanisme de gestion des chocs.
L'analyse des termes de l'échange bouc/mil confirme cette tendance. Les pays présentant les TdE les plus favorables, notamment le Mali, la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Burkina Faso et le Niger, offrent aux éleveurs une meilleure capacité d'accès aux céréales grâce à la vente d'un seul animal. Ces niveaux traduisent une bonne résilience économique et une capacité relativement élevée à couvrir les besoins alimentaires des ménages.
À l'inverse, les TdE plus faibles au Ghana, au Bénin et au Togo indiquent que la hausse des prix des céréales absorbe une partie des bénéfices liés à la valorisation du cheptel. Dans ces pays, les éleveurs disposent certes d'animaux financièrement valorisés, mais leur pouvoir d'achat alimentaire reste davantage contraint.

Dans l'ensemble, les marchés agropastoraux demeurent dynamiques et globalement favorables aux éleveurs. La forte valorisation des bovins et des petits ruminants continue de soutenir les revenus pastoraux dans la majorité des pays étudiés. Toutefois, les écarts observés entre les prix du bétail, les prix des céréales et les coûts des intrants montrent que la résilience des ménages repose autant sur la valeur de leur cheptel que sur leur capacité à maintenir des termes de l'échange favorables. Le Mali, le Burkina Faso, le Niger, la Guinée et la Côte d'Ivoire apparaissent actuellement comme les espaces où les conditions de marché offrent les perspectives les plus avantageuses aux éleveurs, tandis que le Bénin, le Togo et dans une moindre mesure le Ghana reste davantage exposé à l'érosion du pouvoir d'achat pastoral.

CONCLUSION ET PERSPECTIVES OPÉRATIONNELLES

Perspectives opérationnelles

La période septembre-octobre 2026 marque l'entrée progressive dans la saison sèche au Sahel central. Les mouvements de transhumance devraient s'intensifier vers les zones de repli et les espaces agricoles après récoltes, tandis que plusieurs zones de transit commenceront à subir une pression accrue sur les ressources pastorales.

i. **Renforcer le suivi des ressources pastorales dans les zones à déficit fourrager du Niger (Tahoua, Maradi, Zinder), du Mali et des provinces les plus vulnérables du Tchad.**

ii. **Intensifier la surveillance sanitaire et les campagnes de vaccination dans les corridors de transhumance et les zones de forte concentration animale, notamment contre la pasteurellose, la clavelée, la fièvre aphteuse, la PPR et la PPCB.**

iii. **Sécuriser les couloirs de passage, les points d'eau et les zones d'accueil pastorales afin de limiter les vols de bétail, les taxations illégales et les conflits d'usage.**

iv. **Renforcer les dispositifs de médiation et d'alerte précoce dans les principaux foyers de conflits identifiés au Tchad, au Nigeria, au Bénin, au Niger et dans les espaces transfrontaliers.**

v. **Prépositionner les aliments du bétail (SPAI) et les appuis d'urgence dans les zones où les concentrations animales augmentent et où les premiers déficits fourragers apparaissent.**

Conclusion

La période septembre-octobre 2026 confirme une situation pastorale globalement satisfaisante dans une grande partie de la région, avec des pâturages encore disponibles, un état d'embonpoint généralement bon et des marchés à bétail dynamiques. Toutefois, la fin de l'hivernage révèle déjà des disparités croissantes entre les zones bien pourvues en ressources et les espaces confrontés à des déficits hydriques et fourragers.

Les marchés agropastoraux demeurent favorables aux éleveurs dans plusieurs pays. Les termes de l'échange sont supérieurs à la moyenne quinquennale au Mali, au Burkina Faso, au Niger, en Guinée et en Côte d'Ivoire, traduisant une bonne valorisation du cheptel et une capacité relativement satisfaisante d'accès aux céréales. En revanche, le Bénin, le Togo et le Ghana enregistrent des TdE moins favorables, en raison du niveau élevé des prix des céréales.

Malgré ces acquis, plusieurs facteurs de fragilité persistent : déficits fourragers localisés, multiplication des mouvements pastoraux, maladies animales récurrentes, vols de bétail et conflits agro-pastoraux. Le Tchad, le Niger et certaines zones du Nigeria apparaissent comme les principaux foyers de vigilance, où la combinaison des contraintes sécuritaires, pastorales et climatiques accroît les risques pour les moyens d'existence des ménages.

Dans l'ensemble, la résilience pastorale demeure relativement bonne grâce à la valorisation du cheptel et à la disponibilité encore acceptable des ressources. Toutefois, l'évolution de la saison sèche, la pression croissante sur les zones d'accueil et la persistance des foyers de conflit nécessitent une vigilance renforcée et des interventions précoces afin de préserver les moyens d'existence pastoraux.



RBM

Réseau Billital Maroobé

Réalisé avec l'appui technique et financier

CILSS

FIDA
Investir dans les populations rurales

Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Swiss Agency for Development and Cooperation SDC

Ministry of Foreign Affairs of Denmark
DANIDA | International Development Cooperation

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

SNV

Enabel

IOM • OIM

ACTION CONTRE LA FAIM

MOPSS
Mobilité Pastorale transfrontalière apaisée et Stabilité sociale au Sahel

PRINCE ALBERT II OF MONACO FOUNDATION

OXFAM

WFP Programme Alimentaire Mondial

aecid

SD3C

ACTING FOR LIFE

Réseau Billital Maroobe :
BP : 10 648 Niamey, Niger - Tél : +227 20 74 11 99
www.maroobe.com